Zeitschrift: Études de Lettres : revue de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne

Herausgeber: Université de Lausanne, Faculté des lettres

Band: 19 (1945)

Heft: 3

Artikel: Les relations russo-bulgares (1878-1886)

Autor: Daneva, Liliana

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-869991

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LES RELATIONS RUSSO-BULGARES
(1878-1886)

INTRODUCTION

La nouvelle Bulgarie doit son existence à la Russie. Elle est le fruit de la guerre victorieuse menée par les Russes contre la Turquie en 1877-1878; le traité imposé à cette dernière à San-Stefano, le 3 mars 1878, stipulait la création d'une Grande Bulgarie indépendante, contenant dans ses frontières tous les territoires habités par des Bulgares, à l'exception de la Dobroudja avec laquelle on dédommagea la Roumanie pour la perte de la Bessarabie. La Bulgarie de San-Stefano eut une existence éphémère. L'Autriche-Hongrie et l'Angleterre y virent exclusivement une base pour l'établissement de l'hégémonie russe dans les Balkans. Elles insistèrent sur la révision du traité : au Congrès de Berlin on annula les clauses du traité de San-Stefano. Le traité de Berlin, dont toutes les Puissances signataires étaient garantes, scellait le sort de la Bulgarie d'une manière fatale à son développement ultérieur : au lieu d'une Bulgarie ethnographiquement homogène, — dont l'unité nationale serait le gage d'une évolution harmonieuse — on créa deux Bulgaries, trois, si l'on compte la Macédoine. Seule la Bulgarie du Nord jouirait d'une autonomie sous la suzeraineté du Sultan; celle du Sud resterait province turque sous le nom de Roumélie, tout en ayant un statut organique spécial et un gouverneur chrétien, désigné tous les cinq ans par la Porte avec l'assentiment des Puissances. En ce qui concerne la Macédoine, on se contenta d'exiger des réformes [1].

[1] La nouvelle principauté bulgare, comprise entre le Danube, le Balkan, la Serbie et la Mer Noire, était réduite de 164.000 km² à 64.000 km², sa population de 4.500.000 à 1.850.000. Cf. Hajek, p. 103.

Il est évident que le morcellement du pays, créé soi-disant pour sauvegarder l'équilibre et la paix dans les Balkans, constituait une menace pour cette paix même. Le sentiment national bulgare, réveillé à la fin du XVIIIe siècle grâce à la prédication fervente de quelques apôtres précurseurs, avait, au cours du XIXe, gagné les masses et abouti au mouvement de libération qui, au printemps 1876, aggrava la crise orientale. Le peuple bulgare, ayant une fois pris conscience de son originalité et de ses forces, devait aspirer toujours à l'unité qui lui fut promise le 3 mars 1878. Il commençait son existence indépendante avec un défaut organique et ne pouvait se développer normalement sans essayer de remédier au mal. Le remède était la violation du statu quo auquel les Puissances tenaient tant. A la base de toute la politique extérieure bulgare jusqu'à nos jours, il faut chercher le traité de San-Stefano : les Bulgares ne le considèrent pas comme un idéal lointain, mais comme un but réel qui doit déterminer la vie politique du pays. [1]

Le traité de Berlin n'était pas seulement une injustice du point de vue bulgare ; il constituait à notre avis une erreur diplomatique. Les Puissances avaient voulu empêcher la naissance d'une Grande Bulgarie, parce qu'à leurs yeux celle-ci ne saurait être qu'un instrument de la politique impérialiste russe. Pourtant une Bulgarie forte, jouissant de l'appui des Etats occidentaux, aurait été plutôt en mesure de s'opposer à l'expansion russe. En affaiblissant le pays par un traité qui ne pouvait que lui paraître injuste, on le jetait dans les bras de la

---

[1] Voici ce qu'écrivait en 1917 le savant français Louis Léger à propos du traité de San-Stefano : « Si ce traité avait été maintenu tel qu'il avait été signé, la paix du monde balkanique était, je crois, assurée pour longtemps. Mais c'était la ruine des ambitions austro-allemandes sur la Péninsule, notamment sur Salonique. La méfiance envers la Russie était une vieille tradition de la politique britannique. Malheureusement cette méfiance allait servir les intérêts autrichiens et par suite allemands. » Et un peu plus loin : « C'est à Berlin, devant l'Europe réunie en commun, que fut revisé le traité de San-Stefano. C'est là que se signa une paix d'où découle en ligne droite la guerre actuelle sans compter les deux qui l'ont précédée. » (L. LÉGER, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 284 et suiv.)

« Libératrice », qui avait été lésée tout autant que lui à Berlin. Il est certain que la Bulgarie commença son existence nouvelle avec des griefs contre les Puissances occidentales (l'Angleterre en particulier), qu'elle devint un état révisionniste, c'est-à-dire un nid de troubles dans les Balkans.

Tant les Etats occidentaux que la Russie méconnurent l'esprit d'indépendance des Bulgares. Ce peuple sortant de la servitude séculaire était avide de liberté : il entendait se gouverner seul et ne tolérer aucune ingérence dans ses affaires intérieures. Cela, les années qui suivirent la Libération le révélèrent au monde : l'Angleterre en fut ravie, la Russie se froissa sérieusement et taxa la Bulgarie d'ingratitude. Pendant l'occupation russe encore, le correspondant du *Times* à Tirnovo, observant l'esprit d'indépendance des Bulgares à l'égard des Russes, écrivait d'une manière fort perspicace : « Je ne crois pas qu'un observateur objectif puisse visiter aujourd'hui ce pays et se rendre compte du sentiment qui règne ici à l'égard de la prépondérence russe, sans se convaincre que la Bulgarie du traité de San-Stefano fut une énorme faute politique du point de vue russe, et que d'autre part la disruption consécutive de ce peuple fut une erreur non moins grave du point de vue européen. » [1]

Il semble que les Russes s'en soient aperçus bientôt eux-mêmes. Sept ans plus tard, à la Conférence de Constantinople, on les voit défendre à tout prix le maintien du statu quo, violé par l'union des deux Bulgaries, — contradiction flagrante avec leur politique de 1878 — tandis que l'Angleterre prône une révision du traité de Berlin!

Il n'y a rien d'impossible en politique. Le renversement le plus complet, les attitudes les plus étonnantes ont des causes précises. C'est le but de notre travail de jeter un peu de lumière

---

[1] Radev, I, p. 193. La même opinion est défendue par M. Guénov dans son ouvrage *La question d'Orient*, Sofia 1926, en bulgare : « Si le concert européen écrit-il, avait pu prévoir que la nouvelle Bulgarie mènerait une politique nationale complètement indépendante, comme l'histoire l'a démontré par la suite, il n'aurait peut-être pas partagé ce pays nouvellement créé dans ses limites ethniques et naturelles. »

sur les relations russo-bulgares dans les années qui suivirent la Libération. Prenant le traité de Berlin comme point de départ et l'abdication du premier prince bulgare pour terme, nous essaierons d'expliquer pourquoi les rapports entre protectrice et protégé empirèrent graduellement jusqu'à aboutir à la rupture officielle de leurs relations diplomatiques.

C'est presque une gageure que d'écrire l'histoire des relations russo-bulgares entre 1878 et 1886 lorsqu'on est dans l'impossibilité d'avoir accès aux archives de la Russie et de la Bulgarie, et que les ouvrages les plus importants consacrés à ces deux pays sont introuvables à Lausanne. Nous avons quand même tenté l'aventure, encouragée par le fait qu'il n'existe en français qu'un nombre très restreint d'études portant sur le sujet qui nous concerne. Et encore ces études sont-elles très incomplètes, ou bien elles reflètent les passions politiques de leurs auteurs. Ainsi l'histoire très sommaire de Lamouche, *La Bulgarie dans le passé et le présent* (Paris 1892), n'offre pas plus d'intérêt pour un travail approfondi qu'un manuel scolaire. Le livre de Drandar [1], *Le prince Alexandre de Battenberg en Bulgarie* (Paris 1884), est un pamphlet contre le parti conservateur bulgare et, par conséquent, assez favorable aux Russes [2]. L'ouvrage d'Eumène Queillé, *Les commencements de l'indépendance bulgare et le prince Alexandre, Souvenirs d'un Français de Sofia* (Paris 1910), nettement hostile aux Russes, favorise les conservateurs au détriment des libéraux. Bien que tendancieux, ce livre offre néanmoins une valeur de témoignage, surtout dans sa seconde partie, qui est un Journal : Queillé, conseiller financier en Bulgarie de 1881 à 1884, y consigne ses souvenirs à partir du mois d'octobre 1883 ; les récits de ses audiences chez le prince présentent un intérêt

---

[1] Pseudonyme de Wolf, correspondant du *Figaro*.

[2] Nous n'avons pu mettre la main sur son livre *Les événements politiques en Bulgarie*, Bruxelles 1896, qui, selon l'historien Langer, serait hostile à Alexandre et « not wholly reliable ». (*European Alliances and Alignments*, 1871-1890, New-York 1931, ouvrage remarquable à tous les points de vue.)

particulier.[1] Le livre captivant de Georges Fillion, *Entre Slaves* (Paris 1884), est le résultat d'une série de voyages faits par ce journaliste français à l'époque de la révolution de Philippopoli, de la guerre serbo-bulgare et de la chute du prince Alexandre. Ce récit vivant vaut surtout par les dons remarquables d'observation et de psychologie de l'auteur.

Il faut tenir compte du fait qu'au moment où ces auteurs ont écrit, ils ne pouvaient avoir accès aux archives et ne connaissaient pas les grandes collections diplomatiques, telles que *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, 1871-1914*, ou les *Documents diplomatiques français, 1871-1914*.[2]

Depuis lors, d'autre part, il a paru en Bulgarie ou en Russie des études qui s'appuient sur des recherches dans les archives bulgares ou russes. Il nous a été possible d'en faire venir quelques-unes. De la remarquable monographie en deux volumes de Radev, *Stroïtelité na savremenna Balgaria*[3] (Sofia 1911), nous n'avons malheureusement pu obtenir que le premier, qui s'achève avec le récit du coup d'Etat du 9 août 1886. A part sa riche documentation — l'auteur a eu sous les yeux les archives bulgares, les protocoles de l'Assemblée nationale, ainsi que tous les journaux importants de l'époque —, l'ouvrage de Radev a le mérite de se lire agréablement, grâce aux anecdotes, aux témoignages oraux de contemporains qu'on y trouve. Ce sont, sans doute, des préoccupations littéraires qui ont incité M. Radev à ne pas toujours indiquer sa source, ce que nous regrettons pour notre part.

Dans l'ouvrage de M. Kojouharov, *Istotchniat vapros i Balgaria, 1875-1890*[4] (Sofia 1929), nous avons trouvé des indications précieuses sur la politique des trois Puissances occidentales dans

---

[1] Les ouvrages de Drandar et de Queillé s'arrêtent à l'année 1884.

[2] La thèse de Koucheff, *Les conséquences balkaniques du traité de Berlin et la Bulgarie*, Toulouse 1928, le seul ouvrage en français qui aurait pu apporter quelque chose à ce point de vue, est en marge de notre sujet, étant consacré essentiellement au problème macédonien et aux événements balkaniques de 1912-1913.

[3] *Les constructeurs de la Bulgarie contemporaine.*

[4] *La question d'Orient et la Bulgarie.*

la question bulgare. Professeur à l'Université de Washington, M. Kojouharov a eu à sa disposition les bibliothèques particulièrement bien fournies des Etats-Unis.

Dans la bibliothèque russe de M. Roubakine, à Lausanne, qui est d'une richesse extraordinaire, nous avons pu consulter, grâce à l'amabilité de Mlle Bethman, quelques ouvrages intéressants qui méritent d'être cités : la monographie magistrale de Tatichtchev, *Imperator Alexander II, ego jizn i tsarstvovanie*[1] (2 vol., Saint-Pétersbourg 1903) ; l'édition complète des articles d'Aksakov (un des chefs du mouvement panslaviste), très intéressants pour connaître l'opinion slavophile de l'époque ; enfin un recueil de documents des archives secrètes de la politique extérieure russe, intitulé *Avanturi russkogo tsarizma*[2] (Moscou 1935). Encore la réserve s'impose-t-elle à l'égard de ce recueil, composé en vue de « révéler les méthodes de la politique impérialiste russe dans les Balkans, ainsi que la politique traîtresse de la bourgeoisie bulgare, travaillant au service du tsarisme russe » (cf. au dos du frontispice). Néanmoins, en dépit de quelques erreurs de dates, les renseignements fournis par ces documents s'accordent avec le contenu des documents secrets cités par d'autres historiens. Nous nous sommes décidée à les utiliser sur la recommandation personnelle de M. Radev. Nous aurions voulu pousser plus à fond nos recherches dans la bibliothèque de M. Roubakine et examiner en particulier sa collection de périodiques. Malheureusement cela ne nous a pas été possible : par manque de place ces périodiques n'ont pu être classés et sont de ce fait inaccessibles. Nous avons regretté également l'absence de quelques livres précieux, ceux en particulier de Giers, *Rossia i blizkii Vostok*[3] (Saint-Pétersbourg 1906), de Kartsov, *Sem let na Blijnem Vostoke*[4] (Saint-

---

[1] *L'empereur Alexandre II, sa vie et son règne.*

[2] *Les aventures du tsarisme russe.* Ce recueil de documents ne commence qu'avec l'année 1885.

[3] *La Russie et le Proche Orient.*

[4] *Sept ans dans le Proche Orient.*

Pétersbourg 1906), de Tatichtchev, *Iz prochlogo russkoï diplomatii*[1] (Saint-Pétersbourg 1890).

Il serait fastidieux de présenter tous les ouvrages que nous avons consultés. Citons cependant l'étude très détaillée d'Alois Hajek, *Bulgariens Befreiung und staatliche Entwicklung unter seinem ersten Fürsten* (München und Berlin 1939), et surtout celle d'Egon Corti, *Alexander von Battenberg. Sein Kampf mit dem Zaren und Bismark* (Wien 1920), qui, en dépit de plusieurs lacunes et bien qu'elle ne soit pas toujours impartiale, a le mérite exceptionnel de puiser à des sources inédites de grande valeur, telles les archives privées du prince Battenberg.

Ainsi, bien que cette étude ne repose pas sur des documents de première main, elle s'efforce de réunir en une synthèse des renseignements que les difficultés de la langue slave rendent peu accessibles aux lecteurs de langue française.

Enfin, nous nous excusons de ce que notre exposé des événements qui ont suivi la chute de Battenberg n'est que très incomplet. Malgré l'insuffisance de notre documentation, nous avons néanmoins jugé plus indiqué de pousser notre travail jusqu'à la rupture des relations russo-bulgares, survenue trois mois plus tard, car cette rupture nous semblait l'aboutissement naturel de l'évolution que nous nous sommes efforcée de dégager.

BIBLIOGRAPHIE

N. B. 1. Les titres précédés d'un astérisque sont ceux des ouvrages que nous avons pu utiliser.

2. Dans nos notes, nous renvoyons aux ouvrages de cette bibliographie à l'aide des noms placés entre crochets.

*Aksakov, I. S., *Polnoë Sobranie sotchinenii* (Oeuvres complètes). Moscou 1886. [Aksakov].

Anoutchine, D. T., *Kniaz V. A. Tcherkasskii grajdanskoïe oupravlenie v Bolgarii 1877-1878.* (Le gouvernement civil du prince Tcherkassky en Bulgarie) dans *Russkaya Starina* de février-avril 1895. [Anoutchine].

[1] *Du passé de la diplomatie russe.*

Avanturi russkogo tsarisma (Les aventures du tsarisme russe). Moscou 1935. [Avanturi].

BADDELEY, J. F., *Russia in the Eighties*. London 1921. [Baddeley].

CORTI, E. C., *Alexander von Bulgarien, sein Kampf mit dem Zaren und Bismarck*. Wien 1920. [Corti].

Die grosse Politik der europäischen Kabinette 1871-1914, t. III, IV, V. Berlin 1924. [Die grosse Politik].

Documents secrets de la politique russe en Orient, 1881-1890, publiés par Léonov. Berlin 1893, d'après le livre russe *Les fonds d'occupation*, publié par Jacobson, Sofia 1893. [Documents secrets].

Documents diplomatiques, Affaires de Roumélie et de Grèce, 1885-1886. [Documents diplomatiques].

Dotation Carnegie, *Enquête dans les Balkans*, Paris 1914. [Carnegie].

DRANDAR, A. G., *Cinq ans de règne. Le prince Alexandre Battenberg en Bulgarie*. Paris 1884. [Drandar].

DRINOV, M., *Zapiska za deïatelnosta na privremennoto russko upravlenie v Balgaria* (Mémoire sur l'activité du gouvernement provisoire russe en Bulgarie), publié dans l'édition de jubilé de *Grajdanin*. [Drinov].

EHRENROOTH, Général, *K noveïshei istorii Bolgarii* dans *Russkaya Starina* de novembre 1886. [Ehrenrooth].

FILLION, G., *Entre Slaves*. Paris 1894. [Fillion].

FISCHEL, Alfred, *Der Panslawismus bis zum Weltkrieg*. Stuttgart und Berlin 1919. [Fischel].

GUÉCHOV, Iv. E., *Spomeni iz godini na borba i pobedi* (Souvenirs d'années de luttes et de victoires). Sofia 1916. [Guéchov 1].

GUÉCHOV, Iv. E., *Vazgledi i deinost* (Opinions et Activité). Sofia 1926. [Guéchov 2].

GOLOVINE, A. F., *Fürst Alexander I von Bulgarien 1879-1886*. Wien 1896 (traduit du russe). [Golovine].

Grajdanin, revue sociale et politique I (1904). [Grajdanin].

HAJEK, Alois, *Bulgariens Befreiung und staatliche Entwicklung unter seinem ersten Fürsten*. München und Berlin 1939. [Hajek].

HUHN, Major A. von, *Der Kampf der Bulgaren um ihre Nationaleinheit.* Leipzig 1886. [Huhn].

JIRETCHEK, C., *Das Fürstentum Bulgarien.* Wien 1891. [Jiretchek].

KARTSOV, J. S., *Siem liet na Blijnem Vostoke* (Sept ans dans le Proche Orient). Saint-Pétersbourg 1906. [Kartsov 1].

KARTSOV, J. S., *Za kulissami diplomatii* (Dans les coulisses de la diplomatie). Saint-Pétersbourg 1908. [Kartsov 2].

KOCH, A., *Fürst Alexandre von Bulgarien.* Darmstadt 1887. [Koch].

KÖHLER, Wilhelm, *Revansche Idee und Panslawismus.* Berlin 1919, t. V de *Zur europäischen Politik.* [Köhler].

*KOJOUHAROV, Const., *Istotchniat vopros i Balgaria 1875-1890* (La question d'Orient et la Bulgarie). Sofia 1929. [Kojouharov].

*KOUCHEFF, Ivan, *Les conséquences balkaniques du traité de Berlin et la Bulgarie.* Thèse de Toulouse 1928. [Koucheff].

*LAMOUCHE, *La Bulgarie dans le passé et le présent.* Paris 1892. [Lamouche].

*LAMSDORF, V.N., *Dnevnik V. N. Lamsdorfa* (Journal) *1886-1890.* Moscou 1926; *1891-1892,* Moscou 1934. [Lamsdorf].

*LANGER, William L., *European Alliances and Alignments 1871-1890.* New-York 1931. [Langer].

MARINOV, D., *Stefan Stambolov i noveïshata ni istoria* (Stefan Stambolov et notre histoire contemporaine). Sofia 1909. [Marinov].

MATVÉEV, P. A., *Bolgaria posle Berlinskogo Kongressa* (La Bulgarie après le Congrès de Berlin). Saint-Pétersbourg 1887. [Matveev].

MILIOUKOV, P., *Balgarskata Konstitutsia* (La Constitution bulgare). Salonique 1905. [Milioukov].

*MILIOUKOV-EISENMANN, *Histoire de la Russie,* 3 vols Paris 1932-1933. [Milioukov-Eisenmann].

MOURATOV, *Dokumenti za deïnosta na russite po ouredbata na grajdanskoto oupravlenie v Balgaria 1877-1879* (Documents pour l'activité des Russes relative à l'organisation civile en Bulgarie). Sofia 1907. [Mouratov].

*Nelidov, Alex., *Souvenirs d'avant et après la guerre de* 1877-1878 dans *Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1915. [Nelidov].

Ovsianii, N. R., *Ustroïteli Bolgarii* 1877-1879. (Les organisateurs de la Bulgarie). Saint-Pétersbourg 1913. [Ovsianii].

Parensov, P., *Is prochlogo. V Bolgarii* (Du passé. En Bulgarie). Saint-Pétersbourg 1908. [Parensov].

*Pokrovsky, M. N., *Diplomatsia i voïni tsarskoï Rossii v XIX stoletii* (Diplomatie et guerres de la Russie tsariste au XIXe s.). Moscou 1924. [Pokrovsky].

Pribram, Fr. A., *Die politischen Geheimverträge Osterreich-Ungarns 1879-1914 nach den Akten des Wiener Staatsarchivs I.* Wien und Leipzig 1920. [Pribram].

*Queillé, E., *Les commencements de l'indépendance bulgare et le prince Alexandre.* Paris 1910. [Queillé].

*Radev, S., *Stroïtelité na savremenna Balgaria.* (Les constructeurs de la Bulgarie contemporaine). 2 vols Sofia 1911. [Radev].

Seton-Watson, R. W., *Disraeli, Gladstone and the Eastern Question.* London 1935. [Seton-Watson].

*Slonimski, L. S., *Balkanskia dela i bolgarskii vopros 1877-1887* (Les affaires balkaniques et la question bulgare) dans *Vestnik Evropi* de juin 1887. [Slonimski].

Sobolev, *Der erste Fürst von Bulgarien, Aufzeichnungen des russischen Generals u. vormaligen Ministerpräsidenten.* Leipzig 1886. Texte ruse dans *Russkaya Starina* de septembre 1886. [Sobolev].

*Stanev, *Istoria na nova Balgaria* (Histoire de la nouvelle Bulgarie). Sofia 1923. [Stanev].

*Tatichtchev, S. S., *Imperator Alexander II,* 2 vols Saint-Pétersbourg 1903. [Tatichtchev 1].

Tatichtchev, S. S., *Iz prochlogo russkoï diplomatii* (Du passé de la diplomatie russe). Saint-Pétersbourg 1890. [Tatichtchev 2].

Tontchev, *Predi* 20 *godini* (Il y a 20 ans) dans *Vetcherna pochta* du 15 août 1907. [Tontchev].

Tsanov, *Iz belechkite mi po Saedinenieto* (Mémoires relatifs à l'Union) dans *Balgarski Pregled* d'avril 1899. [Tsanov].

*Wertheimer, E. v., *Graf Julius Andrássy. Sein Leben und seine Zeit,* t. III, Stuttgart 1913. [Wertheimer].

CHAPITRE PREMIER

L'OCCUPATION RUSSE ET L'ADMINISTRATION PROVISOIRE DE LA BULGARIE JUSQU'A L'AVÈNEMENT DU PRINCE ALEXANDRE BATTENBERG

Selon le traité de Berlin, la période d'occupation des territoires bulgares par les troupes russes était fixée à 9 mois. Tous les efforts de la diplomatie russe pour la prolonger avaient été vains. Le ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, Andrássy, tenait à vider les Balkans des Russes aussitôt que possible [1]. Les articles VI et VII confiaient à la Russie l'organisation de l'administration provisoire dans la nouvelle principauté jusqu'à l'élaboration du Règlement organique. Le commissaire russe chargé de ce travail aurait à ses côtés, en qualité de contrôleurs, les consuls des Puissances et un commissaire turc. L'organisation provisoire ne pourrait être prolongée au delà des 9 mois fixés par le traité. Dès que le statut serait prêt on procéderait à l'élection du prince. Le nouveau Règlement entrerait alors en vigueur et la principauté pourrait jouir de son autonomie.

Quant au statut de la Bulgarie méridionale ou Roumélie, il devait être élaboré par une commission mixte constituée par les délégués de tous les pays ayant siégé au Congrès (art. XVIII). Jusqu'alors la province resterait occupée par les troupes russes.

Déjà avant la déclaration des hostilités, le gouvernement russe s'était occupé de l'organisation future des terres slaves. Le prince Tcherkassky avait été nommé chef de l'administration

[1] Cf. Wertheimer, III, p. 116.

civile dans les territoires libérés. C'était un homme très actif, habile organisateur, nourri d'idées panslavistes, connu depuis sa mission en Pologne, où il avait été envoyé pour rétablir l'ordre après l'insurrection de 1863. Il était d'ailleurs détesté des Polonais à cause de ses méthodes réorganisatrices. Il travaillait, comme il le disait lui-même, à « déraciner la latinité et à la remplacer par une civilisation réellement slave » [1]. Selon certains historiens [2], il reçut des instructions pour faire de la Bulgarie une sorte de province russe, en remplaçant la domination turque par l'autorité russe. Le Tsar Alexandre II lui aurait dit : « Je désire que là-bas derrière le Danube se réalise quelque chose de semblable à ce qui a été fait par nous en Pologne. » Et en insistant encore sur ce parallélisme : « Il (Tcherkassky) sera aussi actif en Bulgarie qu'il l'a été dans le royaume de Pologne. » [3] Les faits ne justifient pas entièrement cette conception. Les instructions données aux agents du Comité slave en Bulgarie montrent le souci de respecter le caractère national du pays. Ils devront aider le gouvernement à « renouveler dans les terres slaves, occupées par nos troupes, la vie nationale dans les mœurs et les coutumes, dans l'Eglise et en général au point de vue intellectuel, moral et matériel » [4]. Il semble que le prince Tcherkassky se soit efforcé de confier autant que possible l'administration à des gens du pays, conformément à la volonté du Tsar, exprimée dans sa proclamation aux Bulgares du 10/22 juin 1877. Le 16/28 juin 1877, lorsque les Russes arrivèrent à Svichtov (sur le Danube), un de leurs premiers soucis fut de nommer le Bulgare Naïden Guérov gouverneur de la ville. Un mois plus tard, ils créaient à Stara-Zagora un conseil administratif en tête duquel figurait le poète populaire P. R. Slaveïkov. En occupant les villages, les Russes appelaient des Bulgares pour leur distribuer les postes de chefs

---

[1] Hajek, p. 112.

[2] Cf. Hajek, p. 113.

[3] Anoutchine, p. 34 ; cité par Hajek, p. 113.

[4] Discours prononcé par le président du Comité slave à Moscou, Aksakov, le 17 avril 1877 ; Aksakov, p. 260.

d'arrondissement, maires, gendarmes, juges, professeurs, fonctionnaires des finances, etc. Mais comme, au début, les Bulgares ayant l'expérience du travail administratif étaient rares, on nommait aussi un grand nombre de Russes.

A la base de l'organisation, Tcherkassky avait posé comme principes la décentralisation et l'auto-administration. Dans les villages, dans les villes et dans les arrondissements furent établis des conseils que les gens du pays élirent en pleine liberté. La division administrative turque subsistait en fait, mais les Sandjaks reçurent le nom de Gouvernements. Les gouverneurs étaient des généraux russes ; cependant chacun d'eux fut secondé par un vice-gouverneur bulgare [1]. En général Tcherkassky s'acquit les sympathies du peuple. Il y eut des mécontents, mais il y en a toujours. L'élément révolutionnaire du pays, les « jeunes », lui reprochait de ne pas avoir exclu du gouvernement les « tchorbadji » (riches propriétaires) que le peuple détestait depuis le joug ottoman à cause de leur turcophilie et de leurs privilèges qu'ils exploitaient souvent au détriment de la masse paysanne. C'était d'ailleurs assez habile de la part de Tcherkassky, car les « tchorbadji », ayant pris part à l'administration du pays, étaient les seuls à savoir ce qu'avaient été les rapports entre le peuple et les autorités turques.

L'administration civile en Bulgarie fut surtout l'œuvre des panslavistes. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg, à l'exception du ministre de la guerre, le slavophile Milioutine, s'était déclaré contre elle. Aux yeux de Gortchakov, Tcherkassky était un utopiste. D'autre part, son activité paraissait au grand-duc Nicolas non seulement inutile, mais gênante pour les opérations militaires. Il s'imposa néanmoins, grâce à l'appui des Comités slaves, et surtout grâce à la protection d'Alexandre II.

Sans doute, cette administration eut-elle ses tares. Elle avait surtout le défaut d'être très coûteuse. Les traitements des hauts fonctionnaires, souvent très élevés, étaient tous payés en or.

---

[1] T. Bourmov à Plovdiv (Philippopoli), P. Karavelov à Vidin, Dr Tsankov à Tirnovo, Guérov à Svichtov.

Ce qui d'autre part entrava, en une certaine mesure, la réalisation des excellents projets du prince Tcherkassky, ce fut la désunion entre l'administration civile russe et le commandement militaire suprême. En tout cas, l'œuvre qu'il a accomplie reste remarquable, du point de vue tant russe que bulgare.

Tcherkassky mourut le 3 mars 1878, le jour même du triomphe de San-Stefano. Le prince Dondoukov-Korsakov lui succéda comme « commissaire général. » [1] Il forma le gouvernement d'occupation qui, jusqu'au Congrès de Berlin, siégeait à Plovdiv (Philippopoli), puis, après la séparation des deux Bulgaries, à Sofia. Dans son Conseil — sorte de centrale administrative — parmi les généraux et juristes russes figurait aussi le Bulgare Marin Drinov, professeur à l'Université de Charkov.

Dondoukov était le chef suprême de sept départements qui correspondaient approximativement à des ministères [2]. Son activité officielle avait surtout un caractère préparatoire. Il devait élaborer un projet de loi électorale et un statut organique, fixer la moyenne des perceptions dans la principauté en vue de calculer le tribut payable à la Porte, former des commissions turco-bulgares chargées de régler la question délicate des propriétés turques sur territoire bulgare, raser les forteresses turques et constituer une armée bulgare. [3]

Le traité de Berlin n'avait pas laissé un temps illimité à Dondoukov. En neuf mois il devait instituer des lois, organiser une administration et une armée, en Bulgarie, et aussi en Roumélie où il voulait gagner de vitesse la commission européenne en la mettant en présence d'un ensemble de règlements déjà consacrés par l'usage. Le général, adjudant du Tsar, possédait les qualités

---

[1] Jusqu'à sa nomination le 16/28 avril 1878, le poste fut occupé par le lieutenant-général Anoutchine, l'auteur d'un compte rendu très détaillé sur l'administration civile en Bulgarie (cf. p. 117, note 3).

[2] Voici quels étaient les sept départements : 1. intérieur, 2. finances, 3. justice, 4. cultes et enseignement, 5. guerre, 6. postes, télégraphes, communications, travaux publics, 7. chancellerie pour les affaires générales et les relations diplomatiques.

[3] Ovsianii, p. 34; cité par Hajek, p. 119.

nécessaires à cette œuvre. D'abord, il sut se rendre populaire. Ayant une immense fortune personnelle, il pouvait déployer un luxe oriental sans rien coûter aux Bulgares. Le peuple, auquel il ne manquait jamais de prodiguer ses encouragements, l'adorait. Il connaissait le caractère bulgare et cette connaissance déterminait sa méthode : « La Bulgarie a besoin d'une main de fer dans un gant de velours », disait-il [1]. Il avait de l'initiative, de la persévérance dans l'exécution, et l'on ne saurait nier la hauteur de ses vues, même si l'on admet qu'il n'était pas entièrement désintéressé. Plusieurs contemporains affirment qu'il aspirait au trône de la principauté ; nous reviendrons sur cette question intéressante. Quoi qu'il en soit, Dondoukov a certainement rendu d'inestimables services à la Bulgarie. Sous sa direction, le pays, qui sortait du chaos, devint une province organisée, dotée de tous les services essentiels [2].

Des soins particuliers furent prodigués à l'organisation d'une armée bulgare. Selon l'article premier du traité de Berlin, la principauté ne devait avoir qu'une milice nationale. Les Russes, malgré l'article, s'appliquèrent à créer une armée permanente et à la développer dans la plus grande mesure possible. Les officiers russes dans les deux Bulgaries y travaillaient avec enthousiasme ; offensés dans leur orgueil par les décisions de Berlin, ils pensaient, comme tous les Bulgares, à une revanche. La Russie fournit au pays nouveau-né les armements nécessaires, ainsi que du matériel de guerre de toutes sortes. On institua des hôpitaux militaires, des cours pour la formation de chirurgiens militaires. Alors qu'à Sofia on créait une Ecole militaire de 250 élèves, une centaine de jeunes bulgares étaient envoyés à l'Ecole de cavalerie d'Elisabethgrad, une quarantaine à l'Ecole pyrotechnique de Saint-Pétersbourg et à l'Ecole d'armements de Toula. [3]

---

[1] Jiretchek, p. 317 ; cité par Hajek, p. 119.

[2] Ce qui d'ailleurs n'exclut pas de nombreux abus dont certains fonctionnaires russes se rendirent coupables.

[3] La principauté reçut encore de la Russie une flotte danubienne. Pour tous ces détails, cf. Tatichtchev 1, II, pp. 487-488.

En Roumélie, les instructeurs russes accomplirent une œuvre également remarquable sous la direction du général Stolipine, le successeur de Dondoukov à Plovdiv : les bataillons volontaires des « opaltchentsi », qui s'étaient distingués pendant la guerre, furent groupés dans le cadre d'une grande milice locale, sorte d'armée régulière. L'enthousiasme des jeunes Rouméliotes et leurs aptitudes militaires portèrent bientôt leurs fruits sous la savante instruction russe : à la revue organisée le 30 juillet / 11 août 1878 au camp de Plovdiv par le prince Dondoukov, à l'occasion de l'anniversaire d'Alexandre II, la milice rouméliote émerveilla par sa tenue irréprochable non seulement les Bulgares, mais encore les agents diplomatiques présents [1]. A la revue de Tirnovo le jour de l'ouverture de la Constituante, l'armée de la principauté fit une impression non moins favorable aux commissaires européens.

A la fin de l'année 1878, Dondoukov revint de Livadia, où il s'était entretenu longtemps avec Alexandre II. Il annonça son intention de convoquer à Tirnovo pour le mois de janvier l'assemblée des notables bulgares chargée d'élaborer un statut organique et une loi électorale. La seconde assemblée sortie de l'application de cette loi se réunirait en avril pour procéder à l'élection d'un prince.

En avril déjà, Dondoukov avait reçu des instructions relatives au projet de Règlement organique : la Bulgarie devait avoir un régime constitutionnel, le prince devait être limité dans son pouvoir, les ministres responsables devant l'assemblée, les « conditions locales » et « les désirs du peuple lui-même » pris en considération [2]. Dondoukov s'entretint longuement avec des Bulgares et engagea même une correspondance avec quelques notables pour s'informer des besoins du peuple et du genre de loi

---

[1] Matveev p. 33 ; cité par Radev, I, p. 11.

[2] Mouratov p. 85 ; cité par Hajek, p. 135.

qui lui conviendrait le mieux [1]. Le juriste Loukianov, membre du Conseil de Dondoukov, élabora le projet en amalgamant les constitutions des Serbes, des Grecs et des Roumains [2], tout en tenant compte des réponses des notables bulgares [3]. En novembre, Dondoukov lui-même soumit le projet au Tsar qui l'approuva en principe. Une commission spéciale fut chargée de le reviser ; les corrections qu'elle y apporta ne touchaient qu'à des détails.

Le projet russe était très libéral. Comment put-il sortir des chancelleries d'un pays aussi absolutiste que la Russie ? Plusieurs explications en ont été données [4]. Premièrement, le mouvement libéral, qui avait commencé sous le règne d'Alexandre II et abouti à l'abolition du servage, gagna après la guerre même les esprits les plus modérés. Le Tsar lui-même en avait subi l'influence : le jour de son assassinat on trouva dans le tiroir de son bureau un projet constitutionnel du ministre de l'intérieur, Loris-Melikov. Plusieurs hauts fonctionnaires, dont Loukianov, penchaient nettement vers les idées libérales. Ils espéraient que le succès d'une constitution démocratique en Bulgarie serait une nouvelle preuve de l'opportunité d'un régime parlementaire en Russie. D'autre part, les Russes chargés d'élaborer le projet en question étaient guidés par un certain esprit de rivalité envers la commission européenne qui travaillait au statut de la Roumélie. On savait qu'à Plovdiv le délégué anglais insistait pour que le règlement rouméliote fût de tendance conservatrice. Dondoukov voulait montrer que la Russie tenait pour la liberté et le progrès, tandis que sa rivale, l'Angleterre, défendait le despotisme et l'oppression turque. [5] Il y avait une

---

[1] Cf. sa lettre à Drinov d'octobre 1878 publiée dans le livre de jubilé de *Grajdanin*, p. 358 et sa lettre à Ikonomov publiée dans des *Mémoires* de ce dernier, p. 99 ; cité par Radev I, p. 51.

[2] Cf. Mouratov, p. 104 ; cité par Hajek, p. 135.

[3] Le 8 octobre 1878 le commissaire impérial leur avait soumis un formulaire contenant 16 questions relatives à l'organisation future de la principauté. Cf. Hajek, p. 136.

[4] Cf. Radev, I, pp. 51-52.

[5] Milioukov cite un passage de la *Russkaya Pravda* dans ce sens. Cf. Radev, I, p. 52.

troisième considération qui primait les autres : on prévoyait que le prince qui devait être élu par le peuple serait étranger, peut-être même hostile, au monde slave. Il aurait été dangereux de lui laisser toutes les prérogatives sur un peuple encore jeune et sans aucune expérience politique. [1] De ce peuple même les Russes ne se méfiaient pas encore.

Une autre explication, bien qu'insuffisamment fondée, est assez intéressante pour être citée ici. La Russie aurait octroyé aux Bulgares une constitution très libérale parce qu'elle aurait compté sur leur impossibilité de se gouverner eux-mêmes [2]. Le Conseil militaire des forces d'occupation, délibérant à Plovdiv pendant l'été 1878, aurait fait le raisonnement suivant : en limitant le prince dans son pouvoir, l'activité du gouvernement sera paralysée grâce à la liberté de presse et de réunion et surtout grâce au manque de gens capables de diriger les affaires du pays. Le mécontentement de la population croîtra graduellement jusqu'à ce qu'un coup d'Etat apparaisse nécessaire. Alors « le peuple bulgare comprendra la nécessité d'un protectorat russe et s'adressera lui-même au Tsar-Libérateur pour le lui demander » [3]. Nous maintenons notre réserve à l'égard de cette thèse qui nous paraît trop artificielle et ne correspond pas aux intentions générales des Russes, telles que nous les avons indiquées.

D'ailleurs, quoique peu différent du premier, le projet corrigé était moins libéral. Il fut soumis dans sa nouvelle forme à l'Assemblée nationale constituante qui fut ouverte solennellement le 10/22 février 1879 à Tirnovo. Le discours d'ouverture de Dondoukov suscita un enthousiasme général. Il parla en pro-

---

[1] Cette crainte est clairement exprimée dans les réponses de Drinov et Ikonomov à Dondoukov. Cf. p. 122, note 1.

[2] Cf. Pokrovsky, p. 345 et suiv.

[3] Documents secrets ; cité par Pokrovsky, p. 346, sans indication du numéro du document ou de la page. Les autres auteurs qui ont utilisé le même recueil de documents n'en font pas mention. A l'époque, le ministère des affaires étrangères a officiellement nié l'authenticité des documents contenus dans cette brochure. Toutefois, on intenta aux personnes qui avaient fourni les dits documents un procès pour « vol », et non pour « falsification » ! Cf. Pokrovsky, p. 346, note 1.

tecteur, encourageant le nouveau peuple auquel il promettait la liberté de décision quant à son organisation politique. Les ovations n'en finissaient pas; les députés envoyèrent deux télégrammes au Tsar, affirmant leur reconnaissance. Dondoukov fut porté en triomphe par la foule agitée. [1]

Dès les premiers jours de février, les notables réunis à Tirnovo avaient envisagé de ne pas se réunir en Assemblée constituante, en signe de protestation contre le traité de Berlin. Seuls les ordres pressants venus de Saint-Pétersbourg, qui insistaient sur l'examen immédiat du projet, avaient obligé Dondoukov à fixer la date de l'ouverture. Il le fit à contre-cœur, car il poursuivait des intérêts personnels qui n'étaient pas en accord avec la ligne de conduite adoptée par la diplomatie russe. Gortchakov, attaqué d'ailleurs par toute la presse slavophile, préconisait une stricte observance du traité de Berlin. Estimant que c'était la seule attitude possible pour la Russie — vu son incapacité à recommencer la guerre — il avait envoyé des instructions dans ce sens à tous les représentants russes auprès des Puissances [2]. Dondoukov, tout au contraire, s'était posé en défenseur de la Bulgarie unie. Comme il avait des visées sur le trône de la Principauté, c'était le meilleur moyen de se rendre populaire auprès des Bulgares. Tandis que le gouvernement de Saint-Pétersbourg et les commissaires étrangers insistaient pour qu'on prît des mesures contre tout mouvement révolutionnaire, Dondoukov encourageait en secret l'agitation dans le pays. Ainsi Golovine [3] affirme que le prince recevait fréquemment chez lui des révolutionnaires macédoniens. En Roumélie, où il fit plusieurs tournées, Dondoukov encourageait ouvertement

---

[1] Le sens pratique bulgare ne disparut pas dans l'enthousiasme général. Un député écrit dans ses *Souvenirs* que l'envoyé anglais, qui ne s'attendait certainement pas à des manifestations de sympathie, fut fêté tout particulièrement. « Le danger venait de là-bas », explique l'auteur qui ajoute naïvement : « C'était de la politique ! » Radev, I, p. 23.

[2] Cf. sa lettre du 23 janvier / 4 février 1879 au prince Lobanov, ambassadeur russe à Londres. Tatichtchev 1, II. p. 488.

[3] Chef de cabinet du prince Battenberg; cf. Golovine, p. 32.

l'agitation unioniste, se mettant ainsi en contradiction avec les déclarations du général Stolipine qui affirmait la volonté du Tsar d'observer le traité de Berlin. Les commissaires européens protestèrent contre la situation paradoxale de Dondoukov : commissaire de la seule Principauté, il n'avait pas à se mêler des affaires de la Roumélie !

Dondoukov, dans ses rêves, avait oublié que les Puissances n'admettraient jamais la présence d'un Russe sur le trône bulgare. Il pensait qu'Alexandre II, qui aimait beaucoup les Bulgares, ne contrarierait pas leur désir. Mais l'ordre exprès venu de Saint-Pétersbourg quelques jours avant l'ouverture de l'Assemblée, s'opposait à toute possibilité d'une candidature russe. Dondoukov alors forma un autre plan qui, en cas de réussite, lui aurait garanti le pouvoir de fait en Bulgarie. Il pensa à la dissolution de la Constituante en signe de protestation contre l'Europe [1]. Une délégation bulgare devait se rendre à Saint-Pétersbourg et demander comme faveur une prolongation de l'occupation russe pour deux ans. Ceci obtenu, Dondoukov serait le maître en Bulgarie et pourrait attendre une constellation politique plus favorable à ses projets. A cette fin il soutenait les « jeunes » [2] qui, au cours de débats acharnés avec les « modérés » [3], exigeaient la dissolution pure et simple de la Chambre. Il s'était particulièrement lié avec leur chef Karavelov [4] qui, de son côté,

[1] Cf. Radev, I, p. 26 et Hajek, p. 127.

[2] Parmi les « jeunes » on comptait Dragan Tsankov, connu depuis la lutte pour l'Exarchat, Petko Karavelov, le frère de l'illustre révolutionnaire qui se distingua dans la préparation du soulèvement national, le poète P. R. Slaveïkov et le jeune Stéphane Stambolov, c'est-à-dire la fleur du futur parti libéral.

[3] Parmi les « modérés » figuraient Grekov, Natchovitch, Stoïlov, Ikonomov, des hommes qui, un peu plus tard, se firent connaître sous le nom de « conservateurs ». Ayant tous étudié à l'étranger (Grekov à Paris, Natchovitch à Vienne et à Paris, Stoïlov à Heidelberg, Prague, etc.), dans une Europe où prédominaient les idées traditionalistes et conservatrices, ils en avaient subi l'influence.

[4] Karavelov avait été pendant de longues années étudiant, puis précepteur en Russie. Il jouissait d'un grand prestige en Bulgarie à cause de ses connaissances étendues et de sa parenté étroite avec le grand révolutionnaire. Pendant la période d'occupation, il fut nommé vice-gouverneur de Vidin.

espérait imposer ses vues avec l'appui du commissaire russe. Cependant les Russes eux-mêmes étaient divisés. L'agent diplomatique Davidov, admirateur des Tories anglais et adversaire des panslavistes, travaillait ouvertement contre les intrigues de Dondoukov. Le Tsar lui-même désirait le retour de l'armée russe dès que la période d'occupation de neuf mois aurait pris fin. Il écrivait au général Totleben, le commandant en chef des troupes d'occupation : « En aucun cas je n'admets... la prolongation de la période d'occupation au delà du terme fixé par le traité de Berlin. Fais-en part énergiquement au prince Dondoukov. » [1] Enfin les « modérés » prirent le dessus grâce à la pression exercée par les diplomates étrangers qui déclarèrent que la Bulgarie aurait les Puissances contre elle si elle s'opposait aux stipulations de Berlin. Lorsque, dans l'Assemblée, on se mit à discuter s'il fallait ou non remettre aux Puissances un mémoire protestant contre le statu quo, Loukianov annonça de la part du commissaire impérial que cela n'était pas du ressort du Sobranié. Dondoukov, en effet, avait changé d'attitude après que l'agent Davidov eut menacé de rapporter ses intrigues à Saint-Pétersbourg [2]. Les « jeunes » se plièrent à cet ordre indirect du Tsar : au lieu de la protestation officielle, ils se contentèrent d'envoyer aux Puissances une adresse à titre privé. Le 7/19 mars enfin on se mit à examiner le projet russe. Les débats entre conservateurs et libéraux, très vifs d'ailleurs, s'effectuèrent en pleine liberté. Les Russes ne s'y mêlèrent que lorsque les Bulgares eux-mêmes leur soumettaient un point particulièrement difficile. Les libéraux triomphèrent sur toute la ligne. [3] Ils ne

---

[1] Lettre du 23 janvier / 4 février 1879 citée par Tatichtchev 1, II, p. 476. Selon Tatichtchev 1, II, p. 483 et suiv., Dondoukov aurait énergiquement dissuadé les notables de manifester contre le traité de Berlin.

[2] Cf. Hajek, p. 132 et suiv.

[3] L'idée d'un Sénat, chère aux conservateurs, fut rejetée et l'on décida qu'il n'y aurait qu'une seule Chambre. Pouvaient être électeurs tous les hommes de 21 ans révolus, leur fortune, rang, profession, etc. n'entrant pas en ligne de compte. A partir de l'âge de 30 ans, chaque citoyen sachant lire et écrire pouvait être élu.

durent céder que sur deux points où ils se heurtèrent à la Russie. Le premier concernait la censure religieuse : le corps ecclésiastique bulgare s'était plaint au Saint-Synode russe de ce que l'Assemblée rejetât toute censure. Le Saint-Synode demanda l'intervention du ministre des Affaires étrangères, Giers, et l'on donna satisfaction à l'Eglise bulgare. Le second concernait la liberté d'association : le projet russe n'en parlait pas. Les libéraux exigèrent pour les citoyens le droit de s'associer sans demander une autorisation préalable. D'où mécontentement dans les cercles slavophiles de la Russie. On craignait que les nihilistes russes ne travaillassent librement en Bulgarie. Finalement les associations furent déclarées libres « tant qu'elles ne nuiraient pas à l'ordre social et politique de l'Etat, à la religion et aux bonnes mœurs ».

La Constitution[1], acceptée par l'Assemblée le 16/28 avril 1879, a le caractère d'une déclaration des droits de l'homme et du citoyen : elle proclame l'égalité de tous les sujets bulgares devant la loi ; l'interdiction de concéder des titres aristocratiques, des décorations ou des ordres à des civils ; l'interdiction de l'esclavage : tout esclave est automatiquement libre dès qu'il se trouve en territoire bulgare ; la liberté de pensée, de conscience, de presse et de parole. Quant au pouvoir législatif, il appartient exclusivement à la Chambre qui doit également surveiller l'activité des ministres[2]. Les articles 15 et 159 ôtent au souverain le droit de grâcier un ministre condamné sans le consentement de l'Assemblée nationale. Le prince devait régner, mais non gouverner.

A Saint-Pétersbourg, contrairement aux plans de Dondoukov, on voulait hâter l'élection du prince bulgare. La période

---

[1] Le nom de « Statut organique » prévu par le traité de Berlin, fut changé en « Constitution de la principauté bulgare ». Celle-ci fut proclamée définitive (le projet de statut russe n'avait eu qu'un caractère provisoire). Cf. Hajek, p. 138.

[2] Tandis que la législation est du ressort de l'Assemblée ordinaire, où siègent les députés élus directement par le peuple pour la durée de trois ans, la grande Assemblée, formée de 2 au lieu de 1 député sur 10.000 habitants, doit décider des problèmes territoriaux (cession ou échange d'un territoire), de la révision de la constitution, du choix du prince et de la formation d'une régence, au cas où l'héritier du trône serait mineur.

d'occupation tendait à sa fin ; si l'élection ne se faisait pas dans le délai de neuf mois fixé à Berlin, l'autorité exclusivement russe en Bulgarie serait remplacée par une intervention commune des Puissances, ce qui ne pouvait que nuire aux intérêts de la Russie. Dondoukov reçut un télégramme de Gortchakov lui ordonnant de faire en sorte que le prince bulgare fût élu pendant l'occupation russe. Giers fit de même dans sa lettre secrète du 29 mars/10 avril 1879 [1]. Le ministre de la guerre, Milioutine, avait écrit au commissaire que le Tsar entendait laisser les Bulgares entièrement libres dans l'élection [2]. Dondoukov encourageait cette volonté de neutralité, sous prétexte que l'influence russe serait compromise au cas où le candidat russe échouerait [3]. Cet argument semble étrange, vu l'énorme prestige dont jouissait la Russie auprès des Bulgares. A ce moment ils auraient obéi à tout ordre venant du Tsar-Libérateur. Tsankov le dit de manière originale : « Si les Russes avaient mis un kalpak (bonnet traditionnel du paysan bulgare) sur un bâton et avaient dit : vous choisirez celui-là, car telle est la volonté du Tsar, nous aurions obéi sans penser. » — La lettre de Dondoukov s'explique par son désir d'avoir les mains libres. Nous avons vu comment, rêvant au trône, il s'était rendu populaire en encourageant le mouvement révolutionnaire. Mais les rapports que le prince Lobanov envoyait de Constantinople, et le consul russe Zeretelev de Plovdiv, comme ceux de quelques militaires jaloux de sa position, dévoilèrent son attitude ambiguë. Le Tsar en fut très courroucé. Effrayé par le danger qui le menaçait, Dondoukov fit volte-face et, pour écarter tous les soupçons, écrivit à Saint-Pétersbourg qu'il valait mieux « qu'on préparât l'opinion publique à l'idée que le gouvernement russe n'admettra en aucun cas le choix d'un sujet russe comme prince de la Bulgarie » [4].

---

[1] *Materiali za istoriata na Balgaria* (Matériaux pour l'histoire de Bulgarie), I, p. 339 ; cité par Radev, I, p. 135.

[2] Id., I, p. 154 ; lettre du 4/16 août 1878.

[3] Id., I, p. 255 ; lettre du 14/26 août 1878.

[4] *Materiali za istoriata na Balgaria*, I, p. 286 ; cité par Radev, I, p. 134.

Mais en même temps il essayait de discréditer le prince Battenberg en écrivant à Milioutine que ce prince était sous l'influence autrichienne. C'est que de tous les candidats [1] au trône, Alexandre Battenberg de la maison de Hesse-Darmstadt, apparaissait aux Russes comme le plus indiqué. Depuis que, craignant les complications inévitables avec l'Angleterre et l'Autriche, elle avait dû renoncer à la candidature d'un sujet russe [2], la Russie cherchait quelqu'un qui pût servir ses intérêts tout en étant bien vu par les Puissances occidentales. Tel semblait être le prince allemand Alexandre, que des liens de parenté unissaient à la famille royale d'Angleterre [3], et dont le père Alexandre de Hesse s'était distingué au service de l'armée autrichienne. Il était en outre le neveu de l'Impératrice russe [4] et avait pris part à la guerre turco-russe dans le bataillon du général Gourko. C'étaient là des atouts précieux pour la Russie qui s'empressa de le recommander aux Bulgares. Aussi, le 17/29 avril 1879, le prince Alexandre Battenberg devint-il le souverain de la Principauté de Bulgarie [5]. Par une ironie du sort, le peuple dans sa joie fit après l'élection des ovations prolongées

---

[1] Il y en avait plusieurs : le Bulgare Alexandre Exarque, Aleko Pacha, le prince Bibesko, Waldemar de Danemark, le serbe Milan, le prince roumain Karol. L'Angleterre soutenait la candidature de ce dernier, en espérant que l'union personnelle de la Bulgarie et de la Roumanie créerait un grand Etat capable de s'opposer à l'influence russe dans les Balkans. Le délégué anglais à Tirnovo, Palgrave, menait une agitation dans ce sens. Mais les Russes firent tout pour empêcher Karol de figurer sur la liste des candidats. Cf. Hajek, p. 156.

[2] L'article III du traité de Berlin stipulait qu'aucun membre des maisons régnantes en Europe ne pouvait être élu.

[3] Le grand-duc Louis IV de Hesse, un cousin du prince Battenberg, avait pour femme Alice, fille de la reine Victoria. Six ans plus tard le frère d'Alexandre, Henri, épousa une autre fille de Victoria, la princesse Béatrice.

[4] Son père, Alexandre de Hesse, était le frère de Marie Alexandrowna.

[5] Il fut élu à l'unanimité par la grande Assemblée nationale. Le peuple bulgare aurait voté de préférence pour le comte Ignatiev, le général Skobelev ou le prince Dondoukov ; mais, ne le pouvant pas, il se plia volontiers à l'ordre du Tsar.

à Dondoukov! Celui-ci s'était résigné à son rôle; en se rendant à l'Assemblée il avait dit: « Enfin j'ai déposé les armes. » [1]

Averti de son élection par l'ambassadeur de Russie à Berlin, Battenberg se rendit à Livadia auprès du Tsar pour lui demander des instructions. Alexandre II lui conféra le grade de lieutenant-général russe. Le 4/16 mai le prince fut rejoint par la délégation de l'Assemblée nationale bulgare qui lui transmit l'acte de l'élection. Avant de se rendre en Bulgarie, Battenberg s'arrêta à Vienne et à Berlin; il y rencontra Bismarck et Andrâssy. Le 24 juin/6 juillet 1879 il débarquait à Varna, où il fut reçu par le commissaire impérial qui l'accompagna jusqu'à Tirnovo. Pendant le parcours, les relations entre les deux princes furent froides [2]. Le jeune Alexandre était irrité par le rôle de protecteur que le Russe jouait avec ostentation. Le commissaire était acclamé autant que le prince, sinon davantage. Le peuple, absolument dévoué à la Russie, ne manquait aucune occasion de manifester sa fidélité au Tsar [3]. Le 1/13 juillet, Battenberg arrivait dans la capitale, Sofia. Quelques jours plus tard, Dondoukov et le gouvernement russe d'occupation quittaient le pays. Dans son discours d'adieu Dondoukov souhaitait aux Bulgares de voir leur unité nationale réalisée un jour. Il leur recommandait la sagesse et la patience [4]. En Roumélie, le général Stolipine conseillait aux Bulgares de rester dans le chemin de la légalité pour ne pas compromettre l'œuvre commune. Les représentants de la province lui remirent une adresse pour le Tsar, l'assurant de leur gratitude et de leur fidélité absolues pour l'avenir. L'évacuation du territoire bulgare par les troupes russes, commencée le 23 avril / 5 mai, fut terminée le 24 juillet / 5 août [5].

---

[1] Selon le témoignage oral de Natchovitch. Cf. Radev, I, p. 139.

[2] Cf. Radev, I, p. 152 et suiv.

[3] Cf. les ovations faites à Dondoukov lors de son départ de Tirnovo : Radev, I, p. 155.

[4] Cf. Fischel, p. 430.

[5] Cf. Queillé, p. 23.

La Bulgarie se trouvait au seuil de son existence indépendante. Sa dette envers la Russie était immense : elle lui devait sa liberté, son administration, sa Constitution, son armée. Les Russes travaillant à l'organisation de la Bulgarie s'étaient presque tous distingués par leur dévouement à la cause bulgare et avaient contribué de toutes leurs forces à la renaissance du pays. Ils firent leur possible pour créer une administration nationale qui pût fonctionner sans eux après leur départ. Ainsi, des 2000 fonctionnaires nommés pendant la période d'occupation, 150 seulement étaient des Russes. La grande majorité (1353) avait été élue librement par le peuple ; le reste fut appointé par les autorités d'occupation [1]. D'autre part, Dondoukov s'appliqua à initier quelques Bulgares particulièrement doués au mécanisme du gouvernement [2] ; avec Loukianov et Davidov, il pensait que, dès le début de leur existence indépendante, les Bulgares devraient avoir leur propre gouvernement.

Il ne faut pas amoindrir le mérite des Russes en leur reprochant de ne pas avoir été désintéressés. Leur activité fut inspirée en grande partie par un idéalisme sincère. Ils ne se comportèrent pas en tyrans, ce qui d'ailleurs n'était pas nécessaire, car le peuple les adorait et était prêt à suivre leurs instructions.

En politique extérieure, l'attitude adoptée par la Russie officielle était, comme nous l'avons vu, le maintien du statu quo. Le Tsar idéaliste s'y était résigné lui-même. Sur ce point cependant ses serviteurs n'observèrent pas toujours sa volonté. Les officiers russes qui s'étaient battus pour la libération des Bulgares ne cessaient de penser à la revanche. Encouragés par la presse slavophile, ils soutenaient l'agitation dans le pays. Nous savons comment Dondoukov voulut en faire un instrument de son succès. Une telle duplicité dans l'attitude russe ne pouvait que compromettre la Russie aux yeux des Puissances ; elle devait forcément encourager le jeu des intrigues dans le pays.

---

[1] Cf. Drinov.

[2] Karavelov fit un stage au Département de l'intérieur, Natchovitch aux finances, Grekov à la justice.

Le même équivoque régnait à l'égard du nouveau prince, Alexandre Battenberg. Jouissant de la faveur du Tsar, il était monté sur le trône avec l'appui de la diplomatie russe ; et pourtant, la majorité des Russes en Bulgarie l'accueillait de mauvaise grâce. L'irritation à son égard était surtout grande dans les milieux des officiers qui voyaient en lui l'Allemand venant mettre fin à leur règne et compromettre la cause slave [1]. Comment le jeune Battenberg — il n'avait que 22 ans au moment de son élection — allait-il se tirer d'affaire ?

---

[1] Cf. Radev, I, p. 150.

Chapitre II

PREMIERS CONFLITS ENTRE PROTECTEURS ET PROTÉGÉS

Alexandre Battenberg n'avait pas été enchanté d'apprendre son élection : l'Orient avait peu de charme pour le jeune prince, et l'idée de gouverner un pays nouveau et encore peu développé ne le tentait pas. A plusieurs reprises il pria son oncle Alexandre II de ne pas lui imposer une mission aussi difficile, de sorte que le Tsar lui avait télégraphié : « Je ferai des efforts pour que ta bouche évite cette coupe. » [1] Mais comme, de tous les candidats, c'était Alexandre qui offrait le plus de garanties à la Russie, il dut finalement accepter. Le prince fut formellement dissuadé par son père d'aller en Bulgarie si la Constitution de Tirnovo n'était pas modifiée : en effet, les juristes hessois avaient déclaré qu'il serait pratiquement impossible de gouverner avec un statut aussi libéral. A Livadia, Battenberg entretint son oncle de l'interdiction paternelle et essaya de gagner son consentement à une modification. Alexandre II eut beaucoup de peine à l'en dissuader : une reculade eût été funeste au prestige russe ; mais reconnaissant le bien-fondé des craintes de son neveu, il lui promit son aide à l'avenir. De son côté, le prince s'engagea à respecter le traité de Berlin. [2]

---

[1] Radev, I, p. 143 et suiv.

[2] Il aurait fait plusieurs fois allusion à cet accord devant Queillé, cf. Queillé, p. 34. La version de Corti est un peu différente : le prince aurait reçu de Giers et de Gortchakov des instructions selon lesquelles il devait répéter partout qu'il respecterait le traité de Berlin. Lors de sa tournée dans les capitales européennes, Alexandre donna en effet de telles promesses à Bismarck et Andrássy, tout en attirant l'attention du dernier sur la possibilité d'un mouvement révisionniste en Bulgarie. Cf. Corti, p. 64.

L'opinion de ceux qui voulaient confier, dès le début, le gouvernement à des Bulgares prévalut dans les cercles russes. Seul le ministère de la guerre, à la tête duquel fut placé le général russe Parensov, restait inféodé à l'administration russe. Cependant, il ne fut pas facile de composer le premier cabinet, dans lequel les Russes désiraient voir des représentants des deux partis qui s'étaient opposés à Tirnovo. C'était ne pas connaître les libéraux qui refusèrent d'entrer dans un cabinet de coalition.

Qui étaient au juste ces « conservateurs » et ces « libéraux » qu'on verra s'affronter pendant plusieurs années ? Le groupe des premiers était formé en grande partie de représentants de la classe aisée. Ses membres, dont plusieurs avaient reçu leur éducation en Europe centrale et occidentale et pouvaient mieux se rendre compte de l'inexpérience de leur peuple en matière politique, préconisaient pour la Bulgarie un fort pouvoir exécutif. En face d'eux le parti libéral groupait des hommes dont l'éducation avait été faite dans le pays, ou dans les écoles bulgares de Bucarest, d'Odessa ou de Moscou. Ce n'étaient nullement tous des radicaux ou des révolutionnaires, mais quelques-uns, tel leur chef Karavelov, avaient subi l'influence des théories socialistes russes et allaient assez loin dans leurs exigences ; avant tout ils demandaient la pleine souveraineté du peuple. En politique extérieure, les deux groupes n'avaient pas de programme bien défini. Pour tous, la Russie était la grande Libératrice. Cependant les chefs conservateurs, qui représentaient l'élément européen parmi les Bulgares, étaient restés quasi étrangers au panslavisme et les libéraux, de leur côté, se méfiaient du régime autocratique russe. En général, les premiers estimaient que la jeune Bulgarie ne saurait se passer de l'appui étranger, tandis que les seconds, en 1879, passaient pour des nationalistes extrêmes, décidés à ne tolérer aucune ingérence venant du dehors. Et pourtant, l'avenir allait montrer que tous ces principes étaient facilement sacrifiés dès qu'il s'agissait de s'assurer le pouvoir. En somme, la haine réciproque des conservateurs et des libéraux était due, moins à une opposition fondamentale des vues politiques, qu'à une incompatibilité des personnes et des

tempéraments, provenant de la différence des goûts, des idées, du genre de vie.

Devant l'impossibilité d'unir les deux partis dans un même cabinet, l'agent russe Davidov conseilla la formation d'un ministère purement conservateur. Ce diplomate de l'ancienne école, qui voulait vivre en parfait accord avec ses collègues du corps diplomatique, se sentait plus européen que russe et était l'adversaire des théories panslavistes. [1] Ayant vécu à Londres lorsque Disraeli était à son apogée, il avait conservé une admiration fervente pour le parti des Tories. Aussi en Bulgarie entendait-il défendre le principe monarchique. Il était sincèrement convaincu que seuls les conservateurs étaient capables d'instaurer un ordre durable. Le prince ne suivit que trop volontiers son conseil : le 5/17 juillet le conservateur Bourmov [2] fut chargé de former le premier cabinet où figurèrent les anciens « modérés » de l'Assemblée constituante [3] : le juriste Marko Balabanov eut le ministère des Affaires étrangères, l'avocat Grecov la Justice, le commerçant Natchovitch les Finances. Les deux derniers, avec Stoïlov, autre conservateur très influent auprès de Battenberg (le prince l'avait nommé chef de son cabinet politique avec le droit de participer aux délibérations ministérielles), furent l'âme du gouvernement et reçurent bientôt le surnom ironique de « triumvirs ».

Le gouvernement des conservateurs poursuivait un double but : à l'intérieur, il voulait consolider le pouvoir du prince au détriment des libéraux ; à l'extérieur, il voulait en se rapprochant de l'Occident émanciper peu à peu la Bulgarie de la tutelle russe.

---

[1] Cf. Hajek, p. 165 et suiv.

[2] Todor Bourmov avait fait ses études en Russie, d'où il revint en 1857 pour devenir un des chefs du mouvement pour l'Eglise nationale bulgare. Il fut successivement correspondant des *Moskovskia Vedomosti*, interprète bulgare à l'ambassade russe de Constantinople au temps d'Ignatiev, caissier de l'administration civile sous Tcherkassky, vice-gouverneur de Plovdiv après San-Stefano et enfin gouverneur de Sofia. Président et ministre de l'intérieur dans le premier cabinet bulgare, il n'y joua cependant qu'un rôle secondaire.

[3] Cf. ci-dessus, p. 125, note 3.

Cette dernière tendance ne s'affirma pas aussitôt. Ce fut l'expérience qui apprit aux dirigeants bulgares que les Russes ne se contentaient pas de suivre les affaires du pays en spectateurs bienveillants, mais entendaient y jouer un rôle déterminant. Dès lors les conflits furent inévitables.

Il y eut tout d'abord des frottements entre le prince Battenberg et son entourage russe. Le ministre de la guerre, le général Parensov, et l'attaché militaire russe Schepelev nourrissaient contre Battenberg les rancunes de Dondoukov et du parti militaire slavophile. Craignant le courroux d'Alexandre II, ils n'osaient rien entreprendre contre le jeune prince, mais ils prenaient leur revanche en l'entourant d'une atmosphère d'hostilité et de méfiance. Ils ne manquaient pas une occasion de lui faire comprendre qu'il tenait son trône de la Russie et que, par conséquent, les intérêts russes devaient être sacrés pour lui. Mais quels étaient ces intérêts ? Le Tsar ne l'avait pas précisé à Livadia ; au contraire il avait conseillé à Battenberg de gagner la faveur des Puissances, celle de la Russie lui étant assurée de toute manière [1]. Il faut distinguer les intentions d'Alexandre II de celles des fonctionnaires russes en Bulgarie qui souvent voulurent agir à leur tête. Dans une lettre adressée au prince roumain Charles, Battenberg se plaignait de sa situation : « Chaque jour je suis placé devant la pénible alternative, soit de me soumettre aux exigences russes, soit d'être accusé par la Russie d'ingratitude et d'offense « aux sentiments les plus » sacrés des Bulgares ». Ma situation est vraiment terrible. Je repousse tout ce qui s'oppose à ma conscience et, par conséquent, je dois écrire chaque jour à l'Empereur pour paralyser les intrigues des fonctionnaires d'ici. » [2]

Dans leur lutte souterraine contre le prince, Parensov et ses amis ne craignaient pas de faire cause commune avec l'opposition libérale. Ce fut le cas lorsqu'on discuta du titre du prince.

D'après la Constitution il avait droit à l'appellation « Svetlost » (correspondant à peu près à l'allemand « Durchlaucht »).

[1] Cf. Radev, I, p. 168.

[2] Cf. Radev, I, p. 169.

Ses ministres, désireux de lui plaire, lui donnaient le titre traditionnel d'Altesse, employé également par les agents diplomatiques. Les libéraux protestèrent violemment dans leurs journaux, accusant le ministère conservateur de violer la Constitution. Parensov et les officiers russes se placèrent catégoriquement sur le terrain constitutionnel : le prince n'aurait le droit de porter le titre d'Altesse qu'ensuite d'une décision de l'Assemblée nationale. Ils continuaient à l'appeler « Svetlost », ce qui blessait l'amour-propre du jeune souverain.[1]

Il y eut également conflit à propos de l'organisation de l'armée. Négligeant le traité de Berlin, qui n'admettait qu'une gendarmerie et une milice pour la sauvegarde de l'ordre, Parensov, continuant l'œuvre de Dondoukov, organisait une vraie force militaire bulgare sur le modèle russe. Même les commandements militaires étaient donnés en russe. Il va sans dire que les Puissances ne voyaient pas d'un œil favorable la russification de l'instruction militaire. Battenberg, de son côté, rêvait à une armée parfaitement équipée sur le modèle allemand. Il pensait qu'à l'aide d'instructeurs allemands il arriverait à neutraliser l'influence exclusive des militaires russes. Parensov écrivit à Milioutine pour se plaindre des intentions du prince et lui demanda des directives. Le ministre de la guerre répondit : « A vous, ministre du prince bulgare, responsable devant la Constitution, je ne puis donner des instructions officielles. Il serait extrêmement gênant que le gouvernement russe s'ingérât dans les affaires intérieures de la principauté. »[2] Cela voulait dire que, du vivant d'Alexandre II, toutes les intrigues contre Battenberg seraient vaines. Parensov alla jusqu'à congédier quelques officiers allemands sans l'autorisation

---

[1] Dans cette question comme dans tant d'autres, les Russes différaient d'attitude. Lorsque Parensov, en septembre, alla faire son rapport à Livadia, le ministre de la guerre, Milioutine, lui signifia clairement qu'il devait s'en tenir à la Constitution. Le ministre des affaires étrangères, Giers, tout au contraire, remarqua : « Mais si cela fait plaisir au prince, pourquoi ne l'appelez-vous donc pas Altesse ? » Parensov, p. 155 ; cité par Radev, I, p. 78.

[2] Parensov, p. 249 ; cité par Radev, I, p. 181.

du prince. Alexandre n'osa pas cependant se débarrasser de son ministre importun : il fallait ménager le gouvernement de Saint-Pétersbourg qui l'avait institué.

Une autre question délicate mettait aux prises les Russes et le gouvernement bulgare : c'était la question des chemins de fer, que nous verrons surgir constamment au cours de cette période. A peine Battenberg avait-il débarqué à Varna, au début de juillet, que deux Russes, agents du banquier juif de Saint-Pétersbourg, Ginzbourg, se présentèrent devant lui, demandant une concession pour la construction d'une voie ferrée rattachant Sofia au Danube. Comme des généraux russes qui s'intéressaient à cette ligne, en raison de son importance stratégique pour la Russie, les avaient munis de lettres de recommandation, le prince leur dit de venir à Sofia discuter l'affaire avec son gouvernement. [1] Ginzbourg jouissait de l'appui des slavophiles ; Parensov était l'un de ses défenseurs les plus zélés. Mais le Conseil ministériel refusa son consentement au projet russe ; il déclara qu'il était trop tôt pour discuter de n'importe quelle ligne, vu que le gouvernement, qui en était à ses débuts, ignorait encore complètement quelles étaient les ressources de la principauté et, de ce fait, ne pouvait s'engager dans de grandes entreprises. Par ce refus les ministres firent preuve non seulement de patriotisme, mais encore de courage, car ils risquaient de provoquer l'hostilité des protecteurs du financier. En effet, ceux-ci présentèrent à Saint-Pétersbourg la décision ministérielle comme un acte dirigé contre la Russie, inspiré par l'Autriche, qui avait, comme on le savait, intérêt à la construction de la ligne Zaribrod-Sofia-Vakarell, qui, en reliant les chemins de fer serbes et ottomans à travers la principauté, devait établir la communication entre Vienne et Constantinople [2]. Lors de sa visite en Russie, en janvier, Battenberg réussit à dissiper les soupçons du gouvernement russe à ce sujet.

---

[1] Cf. Radev, I, p. 168.

[2] Selon l'article X du traité de Berlin, la construction du tronçon passant par son territoire incombait à la Bulgarie.

Carte tirée de l'ouvrage de W. L. Langer, *European Alliances... 1871-1890.*

Malgré l'efficacité de son travail, le cabinet conservateur n'était pas du tout populaire. Les élections d'octobre 1879 amenèrent une majorité libérale au Sobranié que Karavelov présidait. Parensov et Schepelev prirent parti pour la Chambre et, contrairement aux prescriptions, des officiers russes participèrent aux débats, assis sur les bancs de l'opposition [1]. Le sort des conservateurs était scellé : l'Assemblée refusa son vote de confiance au gouvernement qui démissionna le 14/26 novembre 1879. Battenberg se méfiait des libéraux qui, par leur extérieur peu soigné et par leurs manières brusques, contrastaient avec les conservateurs plus polis. Karavelov, en particulier, était à ses yeux un « nihiliste-anarchiste » des plus dangereux. Le prince aurait volontiers procédé à la dissolution de la Chambre que lui conseillait le représentant de l'Autriche-Hongrie. Mais il ne pouvait rien entreprendre sans le consentement du Tsar.

Les Russes étaient divisés, comme toujours : l'aristocratique agent Davidov tenait pour les conservateurs et essayait de convaincre Giers que la dissolution était une nécessité si l'on voulait éviter que la principauté ne tombât dans les mains des « nihilistes » [2]. Parensov et Schepelev, de leur côté, écrivaient des rapports favorables aux libéraux : leur radicalisme, disaient-ils, se borne à désirer une stricte application de la Constitution. Schepelev, l'ex-adjudant du Tsar, préconisait la formation d'un cabinet de coalition. A Saint-Pétersbourg, cette opinion prévalut. Le Tsar envoya des instructions selon lesquelles Battenberg devait inviter les libéraux à collaborer avec les conservateurs dans un nouveau ministère. Le prince obéit comme d'habitude, mais une fois de plus la tentative échoua par l'intransigeance des libéraux. Saint-Pétersbourg alors donna son consentement à la dissolution de l'Assemblée, qui eut lieu le 24 novembre/6 décembre.Le nouveau gouvernement conservateur, sous la présidence de Kliment, évêque de Tirnovo, était impopulaire et incapable de calmer les passions dans le pays.

---

[1] Corti, p. 70, d'après le récit autographe du prince Battenberg au prince héritier Fréderic-Guillaume.

[2] Radev, p. 179.

En janvier 1880, Battenberg partit pour Saint-Pétersbourg à l'occasion du 25e anniversaire de l'avènement d'Alexandre. Il était accompagné par Davidov, qui quittait définitivement la Bulgarie. Le prince resta deux mois en Russie, profitant du bon accueil qu'on lui fit pour exposer ses griefs. En présence d'Alexandre II et de Giers il eut une discussion orageuse avec Milioutine qu'il accusa d'avoir des intelligences avec le ministre de la guerre bulgare [1]. Pour plaire à son neveu, le Tsar rappela Parensov et nomma à sa place le général Ehrenrooth; en revanche, il ne voulut pas entendre parler d'une suspension de la Constitution. Battenberg s'était plaint avec insistance des libéraux et avait réussi à convaincre une partie de l'entourage du Tsar que la révision de la Constitution trop démocratique s'imposait [2]. Si les partisans de Dondoukov et de Milioutine craignaient qu'une extension du pouvoir princier ne nuisît à l'influence russe en Bulgarie [3], un autre panslaviste, Katkov, le futur apôtre de l'autocratie russe, avait suggéré l'annulation du statut et l'instauration de la dictature princière [4]. Mais Alexandre II fit des objections sérieuses : on ne saurait penser à un coup d'Etat avant d'avoir vu si vraiment le parti libéral était incapable de diriger les destinées de la principauté. Encore une fois il recommanda le rapprochement avec les libéraux. L'attitude du Tsar était remarquable, car on se trouvait au lendemain de l'attentat terroriste commis contre lui le 5/17 février [5]. Alexandre II en avait été d'autant plus consterné

---

[1] Cf. Corti, p. 82 et suiv. Giers aurait été ravi de voir Milioutine obligé de céder au prince.

[2] Il proposait une augmentation des prérogatives du prince ; la réduction à 50 du nombre des députés, dont 25 nommés et 25 élus ; la création d'un sénat de 15 membres ; une limitation du droit de réunion ; la censure pour la presse. Drandar, p. 48.

[3] Cf. Corti, p. 81.

[4] Cf. Stanev, p. 24. Selon Corti, p. 85, le prince Battenberg avait fait comprendre au Tsar que, si la Russie l'abandonnait, il se verrait obligé de s'adresser à d'autres Puissances, notamment à l'Autriche-Hongrie.

[5] Les révolutionnaires avaient fait sauter la salle à manger du Palais d'Hiver. Le Tsar échappa à la mort comme par miracle, grâce au retard de son hôte Alexandre de Hesse.

que cet attentat survenait au moment où il commençait à adopter l'idée d'une réforme libérale en Russie.

Le 1er avril, Battenberg était de retour dans sa capitale. La situation n'était pas pour lui plaire. Devant la supériorité numérique des libéraux dans la nouvelle Assemblée constituée à la suite des élections de janvier 1880, les ministres avaient donné leur démission. Après le refus du Tsar de sanctionner un coup d'Etat, il ne restait au prince qu'à capituler : le 24 mars/5 avril il chargea Dragan Tsankov de la composition d'un ministère libéral [1]. Pour marquer leur bonne volonté les libéraux cédèrent dans la question du titre à donner au prince. Malgré cette concession Battenberg restait sur ses gardes.

A l'extérieur, le nouveau gouvernement s'appliqua à gagner la faveur de la Russie, ce qui n'était pas très facile vu l'ambiguïté traditionnelle de l'attitude russe : tandis que le ministre des affaires étrangères, Giers, et le Département asiatique se méfiaient du « nihilisme » des libéraux, le ministre de la guerre Milioutine et son entourage militaire luttaient contre ce préjugé et dénonçaient dans les conservateurs des agents autrichiens. Les libéraux bulgares fondaient quelques espoirs sur l'arrivée dans la capitale du nouveau représentant russe qui venait remplacer Davidov. Davidov s'était trop compromis avec les conservateurs pour pouvoir diriger l'agence russe sous un régime libéral. Par ses idées et par son attitude il s'était rendu impopulaire en Bulgarie, ayant commis l'imprudence d'appuyer de son autorité morale un parti en minorité. Le nouvel agent, Koumany, malgré son origine grecque [2], était un panslaviste des plus

---

[1] Vétéran de la politique Bulgare, Tsankov avait milité pour une Eglise nationale déjà avant la Libération. Politicien de l'école gréco-turque, essentiellement opportuniste, sans scrupules dans la poursuite de ses buts, il n'avait qu'une passion, à part la politique : l'amour fanatique de sa patrie. Ministre-président du premier cabinet libéral, il y détenait aussi le portefeuille des affaires étrangères. Son partisan Karavelov abandonna la présidence de la Chambre au libéral Slareïkov et prit le portefeuille des finances.

[2] Koumany était issu d'une famille grecque de Crimée.

convaincus et, comme Parensov, un protégé de Milioutine. Très doué, intelligent et astucieux, longtemps dragoman à l'ambassade russe de Constantinople où il avait noué des relations avec plusieurs des militants de l'Exarchat bulgare, il connaissait à fond les affaires bulgares. Dès le début, il manifesta ses sympathies pour les libéraux. C'était le premier des diplomates russes qui voulut s'imposer au prince non seulement par le prestige de la Russie, mais encore par la force du parti populaire. [1] Ses relations avec le jeune prince étaient polies, mais froides. Il estimait que la méfiance de Battenberg à l'égard de son gouvernement était due en grande partie aux intrigues autrichiennes. L'Autriche, en effet, avait très mal reçu la nouvelle de l'avènement du parti libéral. [2] Elle voyait dans les libéraux des panbulgares aspirant à la violation du statu quo. Craignant une révolution bulgare qui aurait bouleversé ses plans relatifs à la Macédoine, elle avait donné des instructions à son agent à Sofia pour qu'il travaillât de toutes ses forces à la chute des libéraux. Ce dernier, le comte Khevenhuller, jeune, riche et charmant, avait gagné beaucoup d'influence à Sofia et jouissait de l'amitié du prince qu'il excitait contre les Russes [3]. Koumany avait deviné les intentions de son collègue autrichien et il était décidé

---

[1] Cf. Radev, I, p. 195.

[2] En Angleterre, on se montra moins hostile. Le 23 avril 1880 y avait consacré la défaite des conservateurs. Gladstone, le protecteur des Bulgares, était au pouvoir. Le Sobranié lui envoya une dépêche enthousiaste à laquelle il répondit gracieusement en souhaitant à la Bulgarie un heureux avenir. Mais le ministère libéral anglais ne voulait pas s'engager dans une politique trop active sur le continent. Lord Granville (le titulaire des affaires étrangères) entendait ménager la Russie. L'agent britannique en Bulgarie, Palgrave, devait garder une attitude réservée. Cependant, ses sympathies allaient aux libéraux : il était particulièrement bien avec Karavelov.

[3] Cf. Radev, I, p. 191 et Corti, p. 89. Khevenhuller avait la partie facile, car les officiers russes commettaient de graves fautes de tact. Ainsi le colonel Timbler, adjoint du ministre de la guerre, aurait dit au prince : « Altesse, vous prenez tout trop au tragique. Aucun officier russe ne vous considère comme son chef suprême. Nous sommes placés à des postes avancés et luttons pour les ntérêts russes seulement. Votre défaveur est la meilleure recommandation pour moi en Russie. » Corti, p. 89.

à les déjouer. En s'opposant à tout coup d'Etat, il se savait en harmonie avec la volonté du Tsar.

Mais ce diplomate habile avait malheureusement un faible pour les opérations financières. A Sofia, il noua tout de suite des relations avec Outine, l'agent de Ginzbourg. [1] Dans le programme financier de celui-ci figurait la transformation de la Banque nationale bulgare (fondée en janvier 1879 par Dondoukov-Korsakov avec 2 millions de capital appartenant à l'Etat) en société par actions ; le projet prévoyait une série de privilèges et de monopoles financiers qui auraient assuré aux gros actionnaires Ginzbourg & Cie le contrôle de tout le crédit et de la vie économique du pays. Ce projet, qui visait nettement à exploiter la Bulgarie, avait été rejeté une fois déjà par le premier gouvernement conservateur. Koumany espérait l'imposer à la Chambre avec l'aide des libéraux ses amis. Afin d'empêcher que ces intentions ne fussent contrariées, on destitua plusieurs fonctionnaires qui auraient pu être gênants [2]. L'affaire fit sensation : la majorité libérale était si indignée contre le projet, qu'il ne fut même pas discuté. Outine quitta la Bulgarie, et les rapports entre Koumany et libéraux se refroidirent sensiblement. Il ne renonça cependant pas aux affaires : nous le verrons bientôt jouer un rôle dans la question des chemins de fer en essayant de garantir à la maison Ginzbourg une concession pour la ligne Sofia-Danube.

Pendant tout ce temps, les relations entre souverain et agent restaient froides. L'agent russe prouvait son manque de tact en conduisant à l'Assemblée la vieille mère du général Skobelev [3], connue pour sa propagande panslaviste, et en la présentant dans un discours véhément à l'assistance enthousiaste, parmi laquelle Battenberg n'avait que très peu d'adhérents [4].

---

[1] Cf. ci-dessus, p. 138.

[2] Ainsi le conseiller financier français fut renvoyé. Cf. Queillé, p. 48.

[3] Héros russe de la guerre de libération, très populaire en Bulgarie.

[4] Cf. Queillé, p. 50.

Un autre incident, en relation avec l'agitation unioniste dans le pays, ne contribua pas à réchauffer l'atmosphère. Le printemps 1880 avait été marqué par un réveil du mouvement national; les patriotes bulgares, encouragés par l'avènement de Gladstone en Angleterre [1], recommençaient à s'agiter en faveur de l'Union des deux Bulgaries [2]. Le gouvernement sofiote sympathisait avec le mouvement, mais estimait qu'il était encore trop tôt pour réaliser ce rêve national; on ne savait au juste quelle attitude prendrait la Russie, et sans elle on n'osait rien entreprendre [3]. Il semble qu'à ce moment Battenberg ait été plus impatient que ses ministres. Renseigné sur l'activité des comités par son secrétaire Stoïlov, il rêvait de lier à jamais son nom à l'histoire bulgare. A son retour d'un voyage à Saint-Pétersbourg où il s'était rendu en juin [4] pour l'enterrement de sa tante, l'Impératrice, il décida d'entreprendre une action militaire énergique en faveur de l'Union. Il réunit les ministres au palais pour discuter son plan avec eux. Le prince resta surpris de leur manque d'enthousiasme. Tsankov, après un silence gênant, lui demanda si, pendant sa visite à Saint-Pétersbourg, il avait obtenu le consentement du Tsar. Battenberg évita une réponse directe et se borna à dire que la Russie, créatrice de San-Stefano, ne saurait être hostile à la réalisation de son idéal. Il était évident qu'il n'avait pas consulté Alexandre II. A peine les ministres avaient-ils quitté le palais que Tsankov se rendit à l'agence russe et répéta la dite conversation à Koumany. A la question de savoir si la Russie approuvait l'Union, l'agent répondit qu'il n'avait pas reçu d'instructions, mais que, selon lui, en Russie on ne croyait pas le moment venu. Koumany fit

---

[1] Cf. ci-dessus, p. 142, note 2.

[2] Le 10/22 mai, dans la ville rouméliote de Sliven, se tint un congrès qui réunit les représentants des centres de la Roumélie-Orientale, dans l'intention de former une organisation secrète.

[3] Les deux délégués de la Principauté à Sliven (Stambolov et Jivkov) devaient dissuader les patriotes rouméliotes d'entreprendre une action précipitée.

[4] Ce voyage paraît n'avoir eu aucune répercussion sur les affaires de la Principauté. Cf. Queillé, p. 58.

immédiatement rapport à Saint-Pétersbourg, à la suite de quoi Battenberg reçut une réprimande sévère de son oncle : le Tsar écrivait qu'il désirait voir la Bulgarie unie dans ses frontières nationales, mais il grondait son neveu d'avoir voulu agir sans la Russie [1].

Le jeune prince était profondément dépité ; il en voulait plus encore à Tsankov qu'à Koumany. Ainsi ses ministres lui étaient moins fidèles qu'à la Russie ! Qu'adviendrait-il en cas de conflit entre lui et la Russie ? L'entrevue Tsankov-Koumany lui semblait une trahison. Dès lors il ne pensa qu'à se débarrasser de son premier. Ce ne devait pas être trop difficile car Tsankov, qui d'ailleurs avait un caractère peu traitable, n'avait pas su gagner les sympathies des pays qui avaient des intérêts en Bulgarie. La Porte, parce qu'elle cherchait un prétexte pour ne pas remplir ses obligations en Macédoine, accusait la Bulgarie de violer le traité de Berlin [2]. L'Angleterre était mécontente parce que le gouvernement bulgare hésitait à acheter la ligne Roussé-Varna [3]. Avec la Russie seulement Tsankov était en bonnes relations.

---

[1] Cf. Radev, I, p. 214, d'après le récit de Tsankov lui-même. La version très différente de Golovine n'est pas probable : Alexandre II aurait donné son consentement, mais Tsankov aurait compromis le plan en dénonçant le secret aux diplomates européens ! Kálnoky voyait plus juste en caractérisant le point de vue du Tsar de « pas encore ». Corti, p. 99. Le premier ministre autrichien était nettement hostile à l'Union, parce qu'il estimait la Bulgarie complètement russifiée. En revanche, en Angleterre on voyait naître l'opinion qu'une Bulgarie forte freinerait les aspirations balkaniques des Russes.

[2] Les griefs turcs étaient nombreux : la formation d'une armée permanente bulgare alors que le traité ne prévoyait qu'une milice ; les forteresses de Choumen et Vidine, qui ne furent pas rasées malgré l'article XI ; la « flotte » que les Russes voulaient créer en Bulgarie en dépit de l'Europe (cette flotte consistait en un yacht muni de vieux canons pour les salves de salut !) ; il y avait encore conflit à propos des intérêts des sujets turcs qui avaient dû quitter le pays pendant la guerre et réclamaient leurs propriétés.

[3] La compagnie anglaise qui avait construit la ligne Roussé-Varna recevait une somme annuelle de la Porte comme garantie de son capital. Après sa faillite de 1875, la Turquie cessa les paiements. Selon l'article X du traité de Berlin, droits et obligations de la Porte passèrent à la Bulgarie. L'Angleterre voulait obtenir de la Principauté l'achat de cette ligne ; la Bulgarie ne s'y décida qu'en février 1884.

Bientôt celle-ci devait lui ôter son appui : la politique brutale du premier ministre envers l'Eglise bulgare, qu'il entendait subordonner complètement au pouvoir temporel, le fit entrer en conflit avec le Saint-Synode russe qui demanda l'intervention du Tsar en faveur de l'orthodoxie : ensuite de la démarche de Koumany le projet de loi, qui lésait les intérêts de l'Eglise, dut être retiré [1].

La Puissance qui, plus que toute autre, tenait à la chute de Tsankov était l'Autriche-Hongrie. Il s'agissait tout d'abord de la question des chemins de fer, cette éternelle pomme de discorde. L'Autriche, soutenue par Bismarck, protestait contre l'attitude de la Bulgarie qui refusait de remplir les engagements internationaux qu'elle avait pris conformément à l'article X du traité de Berlin [2]. Le comte Khevenhuller insistait auprès de Battenberg pour la construction de la ligne de raccordement. Mais on ne s'entendait pas sur les modalités : tandis que l'Autriche voulait faire passer la voie par Pirot, le ministère libéral tenait à ce qu'elle passât par Skopie, pour relier la Macédoine à la Principauté [3]. Dans leur opposition aux exigences autrichiennes, les dirigeants bulgares se savaient soutenus par l'agent Koumany, que l'échec du projet de banque n'avait nullement découragé : à présent, il essayait d'assurer à Ginzbourg & Cie la concession d'une ligne Sofia-Danube [4], en soutenant l'entrepreneur Poliakov, un envoyé du banquier. Aux députés, Koumany suggérait qu'une jonction de la Bulgarie à l'Europe Centrale serait funeste au développement économique du pays. Au gouvernement il essayait de démontrer que l'état-major russe tenait absolument à la construction de la ligne stratégique Sofia-Danube, nécessaire en cas de guerre entre l'Autriche et la

---

[1] Cf. Hajek, p. 178.

[2] Cf. ci-dessus, p. 138, note 2.

[3] Cf. Hajek, p. 177.

[4] Un pareil projet avait été déjà rejeté par le premier cabinet bulgare. Cf. ci-dessus, p. 138.

Russie [1]. Battenberg était pris entre les insistances de l'agent russe et les protestations de son ami Khevenhuller. Il tenait beaucoup à la faveur de l'Autriche, mais il craignait que les Russes ne lui reprochassent d'avoir sacrifié les intérêts slaves à un plan allemand. Dans son embarras il s'adressa à son protecteur le Tsar. La réponse de ce dernier prouvait que Koumany avait mené une politique personnelle, indépendamment des instructions de son gouvernement. Alexandre II écrivit que « le prince et les Bulgares devaient éviter de s'attirer le mécontentement des Puissances signataires du traité de Berlin et, par conséquent, s'occuper d'abord de la ligne internationale Zaribrod-Vakarell » [2]. Dans sa sagesse, le Tsar estimait que rien ne pouvait ébranler l'influence russe en Bulgarie, et il voulait garantir l'avenir de sa création en lui assurant de bons rapports avec l'Occident. Néanmoins, la question de la voie ferrée ne fut pas résolue, à cause de la résistance des ministres bulgares pour les raisons que nous avons indiquées plus haut [3].

Les relations entre Tsankov et l'Autriche s'envenimèrent encore à propos d'une autre affaire. Comme Etat riverain, la Bulgarie fut invitée à se faire représenter à la Commission du Danube siégeant à Galatz. Avant la réunion, l'Autriche fit rédiger un avant-projet qui lui donnait la présidence de la commission avec voix prépondérante. Le délégué bulgare vota contre le projet autrichien, malgré la promesse formelle donnée par Tsankov à Khevenhuller [4]. Devant le prince, furieux d'avoir

---

[1] Cf. Radev, I, p. 219. Certains milieux militaires russes craignaient, en effet, que la construction de la ligne Zaribrod-Vakarell ne facilitât le transport de troupes autrichiennes à destination de la Péninsule balkanique. Cf. Corti, p.99.

[2] Golovine, p. 151. En septembre 1880, Karavelov alla lui-même en Russie pour s'orienter sur la question des chemins de fer. Lorsqu'il demanda au ministère des affaires étrangères si vraiment la Russie exigeait la construction d'une ligne stratégique Sofia-Danube, on lui donna une réponse négative. L'opinion de l'état-major avait été un prétexte pour les spéculateurs. Cf. Radev, I, p. 227.

[3] Cf. ci-dessus, p. 146.

[4] Cf. Drandar, p. 65 et suiv.

été compromis, Tsankov s'excusa en disant que le délégué (son neveu) avait agi à sa tête. Une commission composée de l'agent russe et de l'agent allemand fut chargée de juger le ministre. Comme celui-ci avait commis l'imprudence d'avouer sa complicité à l'agent roumain, il dut démissionner le 28 novembre/10 décembre.

Karavelov [1], le nouveau ministre-président, avait une mauvaise réputation en Russie. Les conservateurs envoyaient à la presse russe des rapports terrifiants sur sa politique financière dans le cabinet Tsankov, sur son nihilisme et sa démagogie. L'organe de Katkov, *Moskovskia Vedomosti*, publiait des articles très désobligeants à son égard. Lors de sa visite en Russie, en septembre [2], Karavelov réussit à dissiper en partie ces préjugés. Un rédacteur du *Novoé Vremia* écrivait après une interview : « M. Karavelov n'est ni un rêveur, ni un démagogue, et il n'a jamais été l'adversaire de la Russie, comme on nous l'assurait. » [3] Il fut reçu en audience par Alexandre II à Livadia et fit bonne impression au Tsar qui lui dit : « On me parlait de vous comme d'un « rouge ». Je vois maintenant que vous êtes un bon Bulgare. Tout bon Bulgare est cher au cœur de la Russie. » [4] La rencontre avec Milioutine eut le même succès ; dès lors, le ministre de la guerre devint un défenseur encore plus zélé des libéraux bulgares auprès de son souverain.

En succédant à Tsankov, Karavelov avait gardé le portefeuille des finances ; provisoirement il détenait aussi celui de la justice et de l'instruction. Soutenu par la Chambre, où les libéraux étaient en grande majorité, il était devenu une sorte de dictateur qui se permettait même de violer la Constitution [5]. Le prince ne se sentait pas à son aise à côté de ce chancelier tout-puissant

---

[1] Sur ce personnage, cf. ci-dessus, p. 125, note 3.

[2] Cf. ci-dessus, p. 147, note 2.

[3] Radev, I, p. 227.

[4] Ibid.

[5] On vota le droit au gouvernement de promulguer des lois pendant l'absence de la Chambre, en réservant ce droit au seul gouvernement Karavelov ! Cf. Radev, I, p. 246 et suiv.

qui, à chaque instant, lui imposait sa volonté. Comme toujours, il penchait vers les conservateurs qui, par la presse, menaient une formidable campagne contre le gouvernement, et continuaient à fournir des articles très tendancieux à l'organe de Katkov, représentant la Bulgarie comme un pays où régnaient l'arbitraire et l'athéïsme. Le terme immérité de « nihilistes » que les conservateurs donnaient aux libéraux suffisait pour provoquer la méfiance des cercles gouvernementaux de Saint-Pétersbourg. Cette crainte excessive du « nihilisme » en Russie est facile à expliquer si l'on pense que, dans les attentats répétés contre le Tsar, le public voyait la preuve de l'inquiétante activité souterraine des organisations révolutionnaires russes. Des articles parurent dénonçant dans les libéraux bulgares une menace pour toutes les valeurs traditionnelles — l'Etat, l'Eglise, l'ordre. A Moscou, le panslaviste Aksakov tenait le langage le plus véhément. Il voyait dans le régime parlementaire en général une importation étrangère qui n'était pas faite pour les peuples slaves [1]. La Bulgarie lui servait de preuve. Il correspondait avec le prince Battenberg, pour lequel il avait conçu une grande sympathie lors de leur rencontre à Moscou. Le prince le flattait en louant ses théories slaves et profitait de leur commerce épistolaire pour se plaindre des libéraux. Aksakov lui conseillait vivement de s'en débarrasser.

Sur ces entrefaites le gouvernement russe fut alerté par des rumeurs selon lesquelles il existait dans la Principauté une organisation nihiliste russe sous la protection des autorités libérales. En janvier, les consuls russes en Bulgarie reçurent un ordre circulaire du Département asiatique leur enjoignant de faire une liste de tous les émigrés russes en Bulgarie, avec indication de leurs occupations, moyens d'existence, etc. Le rapport des consuls après enquête fut rassurant. Le Département asiatique envoya une seconde circulaire dans laquelle il reprochait

---

[1] Cf. Aksakov, I, pp. 324, 327, 453, 454. « Toute constitution occidentale basée sur le parlementarisme va aussi peu aux peuples slaves que la selle aux vaches », dit-il textuellement.

aux consuls leur insouciance et attirait leur attention sur le fait que dans plusieurs villes de la Principauté « les émigrés avaient ouvert des librairies où l'on vendait des éditions et brochures clandestines ainsi que divers livres russes prohibés » [1] ; la circulaire exigeait la fermeture des dites librairies. Koumany fit des objections en disant que, selon la Constitution, la presse était libre. Il soulignait la mauvaise impression que ferait sur l'opinion bulgare une ingérence russe dans les affaires intérieures de la Principauté. Mais les rapports du libéral Koumany étaient mal reçus à Saint-Pétersbourg. A ce moment les cercles gouvernementaux étaient franchement hostiles au gouvernement de Karavelov et à la Constitution [2]. Déjà en mai 1880 [3] Giers avait envoyé des instructions significatives à l'agent russe ; s'il y insistait encore sur une réconciliation entre Battenberg et les libéraux, il envisageait néanmoins déjà la possibilité d'un coup d'Etat qui, selon lui, mettrait la Russie dans une situation délicate ; en conclusion, il recommandait la circonspection à Koumany : celui-ci devait éviter de donner à ses collègues européens l'impression que l'initiative du coup d'Etat venait de la Russie. En résumé, le prince Alexandre était laissé à peu près libre d'agir. [4] En vain Koumany écrivit-il au Département asiatique qu'en cas de suspension de la Constitution, le prestige de la Principauté dans le reste des territoires bulgares serait amoindri et, par conséquent, une annexion de la Roumélie plus difficile.

---

[1] Documents secrets, p. 39. Radev estime que le contenu de ces documents est authentique, mais que Jacobson en a reproduit une partie de mémoire. Kartsov, consul de Russie à Roussé, confirme dans ses mémoires, *Sept ans dans le proche Orient*, que c'est Jacobson qui déchiffrait les dépêches reçues au consulat. Cf. Radev, I, p. 195.

[2] Cf. Radev, I, p. 255.

[3] Drandar, p. 49, donne le 10 mai comme date du document. Radev, I, p. 274, dit que l'on n'a pas pu établir la date exacte à laquelle les instructions ont été écrites.

[4] Drandar, p. 49, en infère que le Tsar avait changé d'opinion depuis la dernière visite de son neveu ; cependant, jusqu'à sa mort, Alexandre II refusa son consentement à une suspension de la Constitution.

En vain attribuait-il l'initiative de Battenberg aux intrigues de Khevenhuller [1]. Déjà à Saint-Pétersbourg on parlait de remplacer Koumany par Hitrovo, un diplomate versé dans les affaires d'Orient. Pour empêcher son rappel, Koumany partit précipitamment pour la capitale russe. En son absence, l'agence russe fut dirigée par le secrétaire Lichine qui subissait l'influence d'Alexandre Battenberg [2]. Ses rapports disaient exactement le contraire des dépêches de son chef : le gouvernement libéral menait le pays à la ruine et à l'anarchie ; seule une révision de la Constitution de Tirnovo pouvait le sauver [3]. Les rapports de Lichine firent une impression d'autant plus forte à Giers qu'ils coïncidaient avec un événement tragique pour la Russie et fatal aux relations bulgaro-russes : l'assassinat d'Alexandre II, commis par les terroristes, le 1/13 mars 1881.

L'ironie du sort voulut que le Tsar le plus libéral [4] périt par la main des révolutionnaires. Bon, idéaliste, généreux et véridique, Alexandre II joignait à ces qualités naturelles une excellente éducation qui complétait sa préparation au rôle de souverain. Bien qu'il fût pacifique avant tout, il se laissa gagner en 1877 par le courant mystique panslaviste ; croyant fermement à sa mission de libérateur des slaves orthodoxes, il céda aux instances de son entourage militaire et déclara la guerre au Sultan. Mais il sut se modérer dans la victoire. Après la signature de la paix, il guida avec bienveillance et sagesse les premiers pas de la Bulgarie. A la fin de son règne, les tendances pacifiques et conservatrices prédominaient dans la politique russe. L'influence grandissante de Giers s'exerçait dans ce sens et contre les aspirations panslavistes du ministre de la guerre.

---

[1] Cf. Radev, I, p. 257.

[2] Il était « son instrument docile », dit Matvéev.

[3] En même temps les amis de Karavelov entretenaient avec le général Milioutine et d'autres panslavistes une correspondance dont l'objet principal était le rappel du général Ehrenrooth et du gérant de l'agence Lichine. Cf. Queillé, p. 71.

[4] Cf. ci-dessus, p. 122.

Par son physique peu élégant, sa timidité et sa gaucherie en société, le nouveau Tsar contrastait déjà extérieurement avec son père. Il ne possédait ni l'intelligence et la culture du Libérateur, ni son amour profond pour la Bulgarie qu'il n'avait pas créée. Au lieu de l'attachement sincère que le Tsar défunt avait eu pour le jeune prince bulgare, Alexandre III éprouvait une antipathie naturelle pour son cousin Battenberg. Les rapports entre la Russie et la Bulgarie devaient s'en ressentir, d'autant plus qu'Alexandre III, excessivement susceptible et méfiant, était facilement influencé par les intrigues de ses agents et de son entourage.

Alexandre, qui avait la plus haute idée de la mission divine du Tsarisme, ne le concevait qu'uni à l'autocratie la plus absolue. En politique intérieure il se plaça aux antipodes du libéralisme de son père : sous son règne, la réaction allait triompher en Russie avec tout son arbitraire. Le coup d'Etat médité par Battenberg, auquel le Tsar défunt avait refusé son consentement jusqu'à sa mort, avait dès lors plus de chances d'être sanctionné par la Russie. Mais à ce moment le prince bulgare était trop profondément affligé de la mort de son oncle pour y songer. Il savait qu'il perdait en lui un ami bienveillant et sincère, un conseiller qu'il ne saurait remplacer. Il pressentait que sa propre position en Bulgarie deviendrait toujours plus difficile, ses ennemis en Russie toujours plus nombreux. En quittant Sofia pour se rendre à l'enterrement du Tsar, il avait dit en pleurant : «Mon protecteur est mort : à présent tout est perdu pour moi ! » [1]

---

[1] Radev, I, p. 158.

Chapitre III

LE COUP D'ÉTAT DE SVICHTOV

A Saint-Pétersbourg, le prince Alexandre parla affaires avec son nouveau protecteur. Le Tsar l'assura qu'il continuerait de suivre à l'égard de la Bulgarie la politique généreuse de son père. Battenberg profita de l'occasion pour se plaindre des libéraux et de sa situation. Il dépeignit la Bulgarie comme un nid d'éléments extrémistes travaillant d'accord avec les anarchistes russes. [1] Comme preuve il cita un numéro du journal *Rabotnik* (Ouvrier), édité à Roussé, où quelques jeunes fanatiques saluaient dans l'assassinat d'Alexandre II un coup contre la tyrannie du tsarisme. Tout cela était bien fait pour impressionner Alexandre III qui n'avait qu'une idée très vague des problèmes politiques. Lorsque Giers, appelé en présence du souverain bulgare, corrobora le jugement de ce dernier par les rapports de Lichine, gérant de l'agence russe à Sofia, le sort de la Constitution de Tirnovo était réglé — le Tsar consentit à sa suspension. Le conseil des ministres russe, sous la présidence du comte Ignatiev, fut chargé d'arrêter une nouvelle forme de gouvernement pour la Principauté.

Alexandre III ordonna le rappel de Koumany et de tous les consuls russes en Bulgarie pour avoir celé à leur gouvernement la vraie situation du pays. Ce fut là une satisfaction de plus

---

[1] Cf. Radev, I, p. 258. Selon les Documents secrets, p. 44, Battenberg était tombé complètement sous l'influence des conservateurs qui menaient une campagne formidable contre le gouvernement. A la fin de l'année 1880, un groupe de libéraux avait composé un projet pour une constitution quasi républicaine ; le prince n'y avait qu'un rôle décoratif. Karavelov, trop réaliste pour partager ce démocratisme utopique, avait néanmoins admis la publication du projet dans l'organe gouvernemental — grosse imprudence ! ce fut l'huile versée sur le feu attisé par l'opposition.

pour Battenberg qui espérait pouvoir collaborer avec le nouvel agent Hitrovo.

Contre l'opinion de quelques ministres russes qui voulaient remplacer définitivement la constitution bulgare par un absolutisme monarchique, la majorité, dont Giers, s'arrêta à une suspension temporaire, après quoi on modifierait légalement le statut dans un esprit conservateur. Giers estimait qu'une mesure trop radicale ferait mauvaise impression en Europe où elle éveillerait des soupçons quant aux buts poursuivis par les Russes en Bulgarie.[1]

Le 19 avril / 1er mai 1881, Battenberg était de retour à Sofia, sûr de l'appui russe au cas où il déciderait d'agir. Pendant son absence, l'agitation avait grandi dans le pays ; l'opposition gagnait toujours plus d'adhérents contre le « nihilisme » des libéraux. Grâce à la propagande conservatrice, la masse commençait à confondre le gouvernement avec les éléments extrémistes qui étaient allés jusqu'à blasphémer le nom sacré du Tsar-Libérateur. Le peuple, qui, en 1877, avait accueilli les troupes russes les larmes aux yeux, était indigné. Le prince reçut plusieurs déclarations contre son cabinet — il avait l'impression que le peuple entier s'était détourné des libéraux. Son ministre de la guerre, le général russe Ehrenrooth, lui déclara qu'il ne pouvait rester en Bulgarie si l'on ne remédiait à la situation. Il posait comme condition de son concours un changement de cabinet. Finlandais d'origine, dur de caractère, mais honnête et équitable, Ehrenrooth était respecté par le prince et la Chambre, aimé dans l'armée. Il avait fait preuve de talents techniques dans sa longue enquête sur le brigandage : grâce aux mesures qu'il avait prises, ce fléau avait pu être enrayé[2]. Formaliste,

---

[1] Bismark conseilla à Battenberg de suivre les instructions russes : n'ayant pas de politique orientale proprement dite, il veillait surtout au maintien de l'alliance germano-russe. A Vienne aussi on encouragea le prince Alexandre dans ses intentions. L'Autriche savait qu'un coup d'Etat perpétré à l'aide de la Russie nuirait au prestige de la Libératrice. Elle voulait aussi se débarrasser des libéraux qui menaçaient de violer le statu quo. Une crise intestine de la Bulgarie détournerait de la Macédoine et de la Roumélie l'attention des Bulgares.

[2] Cf. Queillé, p. 53.

partisan de la plus stricte discipline, il éprouvait une antipathie prononcée pour le relâchement qui caractérisait les méthodes des libéraux, adversaires de tout bureaucratisme. En Karavelov, il voyait « la négation de tout ce qu'il avait l'habitude de respecter dans un représentant du pouvoir » [1]. Il n'y avait pas eu de conflit ouvert entre eux [2], parce que Ehrenrooth avait eu le tact de se renfermer dans sa spécialité militaire et parce que le ministère de la guerre était en fait indépendant pour la gestion de ses affaires. Le général ne cherchait pas à se rendre populaire. Indifférent aux intrigues politiques, il lui suffisait de savoir que le Tsar l'avait envoyé pour servir fidèlement le prince Alexandre ; aucune considération ne saurait le détourner de ce qu'il estimait son devoir [3]. A présent il insistait énergiquement auprès du prince pour le rétablissement de l'ordre.

A Saint-Pétersbourg on n'avait pas fixé de date pour la suspension de la Constitution. La situation que Battenberg trouva à son retour précipita ses décisions. Presque toute la presse européenne [4] l'encourageait en blâmant le gouvernement libéral qui avait mécontenté les Puissances. Les journaux slavophiles, celui d'Aksakov surtout, sévissaient contre les « anarchistes » bulgares. L'ambassadeur russe à Constantinople, Novikov, envoyait télégramme sur télégramme à Saint-Pétersbourg, insistant pour une solution de la crise bulgare.

Le coup d'Etat fut consommé le 27 avril / 9 mai par le général Ehrenrooth, à qui Battenberg avait laissé carte blanche [5]. Le Rubicon était franchi. Dans le ministère provisoire, composé de conservateurs, le général russe était à la fois président du cabinet et titulaire des portefeuilles de la guerre, des affaires étrangères et de l'intérieur. Ses autres collègues, étant quasi

---

[1] Matveev, p. 136 ; cité par Radev, I, p. 263.

[2] Sauf à la veille du retour de Battenberg. Dès lors les hostilités entre Ehrenrooth et ses collègues du ministère étaient ouvertes.

[3] On lui a reproché de s'être laissé trop influencer par Khevenhuller. C'est possible, mais les preuves manquent.

[4] *Times, Kölnische Zeitung, Fremdenblatt, Journal des Débats.*

[5] Cf. Queillé, p. 74.

anonymes, la responsabilité entière retombait sur Ehrenrooth et Battenberg, indirectement sur la Russie. Le prince fit savoir par une proclamation que des changements s'imposaient, car la « patrie discréditée à l'extérieur, se trouvait dans la plus grande désorganisation intérieure » [1]. A cette fin il convoquait la grande Assemblée nationale ; jusqu'aux élections le pouvoir restait dans les mains d'Ehrenrooth. « Si la grande Assemblée nationale ratifie les conditions que je considère indispensables au gouvernement du pays, conditions qui seront indiquées par moi et dont l'absence est le défaut fondamental de notre état actuel, dans ce cas seulement, je peux continuer à garder la couronne bulgare et porter ma lourde responsabilité devant Dieu et la postérité. Dans le cas contraire, je suis résolu à quitter le trône princier, à regret, mais avec la conscience que jusqu'à la fin j'aurai rempli mon devoir. » Les conditions « sine qua non » de Battenberg étaient fixées dans une lettre adressée à Ehrenrooth, qui parut dans le journal officiel le 13/25 mai 1881 : le prince voulait être investi de pouvoirs extraordinaires pour la durée de 7 ans ; il demandait la suspension de la session ordinaire de l'Assemblée pour l'année 1881 et le droit, avant l'expiration des 7 ans, de convoquer la grande Assemblée nationale en vue d'une révision de la Constitution.

Quelle fut l'attitude russe vis-à-vis du coup d'Etat ? Equivoque, comme d'habitude. Bien que la Russie eût donné son approbation préalable à la suspension de la Constitution, elle n'osait prendre ouvertement sa défense pour ne pas donner aux Puissances l'impression qu'elle poursuivait des buts secrets dans la Principauté. D'où l'attitude très peu nette de ses représentants : à Londres le prince Lobanov affirmait que la Russie n'avait pas été avertie du coup d'Etat, tout en essayant d'extorquer à Lord Granville, le ministre des Affaires étrangères, la déclaration que l'Angleterre était indifférente à l'égard des événements en Bulgarie. De son côté Giers déclarait aux ambassadeurs qu'il était en effet impossible à Battenberg de gouverner

[1] Drandar, p. 77.

avec la Constitution de Tirnovo, mais que le prince « s'était trop pressé » [1]. Le nouvel agent russe Hitrovo, surpris par le coup d'Etat lorsqu'il était en route pour la Bulgarie, affirma plus tard que le prince avait agi en contradiction avec les instructions qu'il apportait de Saint-Pétersbourg [2]. Il est certain qu'en Russie on ne soupçonnait pas que la chute du gouvernement libéral aurait lieu si tôt. Surprise par les événements, la diplomatie russe se trouvait dans une position délicate — ce qui explique en partie son attitude. Autre chose encore y contribuait : le parti militaire slavophile (Milioutine [3], Dondoukov, Obroutchev) était nettement opposé à une participation russe au coup d'Etat. Les militaires avaient d'autres projets : ils voulaient obtenir d'abord l'autonomie de la Macédoine, réaliser ensuite l'union de la Bulgarie et de la Roumélie, et seulement alors demander des garanties pour l'influence russe dans les terres bulgares [4]. Obroutchev, le chef de l'Etat-major, critiquait vertement la politique officielle devant le directeur du Département asiatique, Melnikov. « Qu'avez-vous fait en Bulgarie ? » s'écriait-il, « vous suspendez la Constitution qui a été créée par nous et donnez des pleins pouvoirs au prince Battenberg ? Nous sommes-nous battus peut-être pour un Allemand ? Avons-nous libéré les Bulgares pour en faire des esclaves de Battenberg ? Cela nous regarde-t-il qu'un Petko Karavelov ou un Dragan Tsankov aient des idées libérales ? Que Dieu les garde, nous n'avons pas à nous mêler de leurs affaires intérieures. » [5] Les

---

[1] Radev, I, p. 275. Hajek, p. 181, donne un texte légèrement différent : « C'était un peu pressé. »

[2] La réserve s'impose à l'égard de cette affirmation, puisque Hitrovo, étant entré plus tard en conflit avec le prince, a pu dire n'importe quoi pour le discréditer.

[3] La politique de réaction qui triomphait en Russie sous l'influence de l'ex-précepteur d'Alexandre III, Pobedonostsev, avait causé en mai la démission des trois ministres libéraux Loris-Melikov, Abaza et Milioutine. Alexandre III était contre toutes les concessions de son père. Il parlait de « libéralisme dégoûtant » et traitait l'idée d'une constitution d'« imbécillité ». Cf. Milioukov-Eisenmann, p. 981.

[4] Cf. Radev, p. 296. Documents secrets, p. 4 ; cité par Hajek, p. 182.

[5] Documents secrets, p. 4.

militaires estimaient que les querelles intestines bulgares ne gêneraient pas les plans russes en Orient, tandis qu'un prince allemand au pouvoir illimité serait toujours un obstacle. Mais le parti militaire avait perdu de son influence depuis la mort d'Alexandre II. Ses projets panslavistes étaient traités d'utopies par les « réalistes » du Département asiatique, qui estimaient que dans une grande Bulgarie, trop forte pour avoir besoin d'appui, l'influence russe serait affaiblie. Selon eux il s'agissait de créer une base solide pour la prépondérance russe dans la Principauté. Comme une occupation russe apparaissait impossible à cause des complications qu'elle entraînerait avec les Puissances — la Russie ne se sentait pas prête pour entrer en guerre — le seul moyen était de soutenir le prince contre les libéraux qui, par leur « anarchisme », semblaient dangereux aussi pour la Russie. Dans une lettre au consul de Roussé, Melnikov écrivait que la Russie n'avait pas fait la guerre de 1877-1878 pour un « Petko, un Dragan, un Stéphane » (prénoms bulgares), « et pour ne rien cacher, même pas pour un bratouchka » [1]. Le Sobranié n'était qu'une « bande de vagabonds ». D'un prince limité dans son pouvoir par les ministres et les députés, la Russie ne pouvait rien attendre ; mais si elle aidait Battenberg à s'emparer du pouvoir, elle pouvait espérer qu'il remplirait les conditions posées par elle. [2]

Toute la presse slavophile [3] soutenait le gouvernement et saluait dans le coup d'Etat une œuvre salutaire [4]. Dans son organe, *Russ*, Aksakov publiait article sur article contre le germanisme et le parlementarisme ; apercevant dans la politique autoritaire initiée par Battenberg une promesse pour un meilleur

---

[1] Bratouchka = petit frère, nom que donnaient les Russes aux Bulgares.

[2] Cf. Hajek, p. 182.

[3] Seuls deux ou trois journaux relevèrent que Battenberg avait été inspiré par Vienne et Berlin. Mais ils n'osèrent pas trop élever la voix par crainte de la censure.

[4] Fait curieux : les panslavistes acclamaient une politique applaudie également par la presse pangermaniste.

avenir [1], il exprimait l'espoir que la grande Assemblée bulgare voterait pour le prince [2]. Pendant ce temps, le général Ehrenrooth, se sachant d'accord avec son gouvernement, travaillait énergiquement à la réussite du coup d'Etat. Cinq officiers supérieurs russes furent nommés commissaires extraordinaires; chargés de gagner l'opinion publique pour le prince en vue des élections prochaines, ils étaient investis de pouvoirs extraordinaires, pouvaient choisir leurs adjoints, destituer et mettre en jugement des fonctionnaires, ainsi que toute autre personne suspecte ou infidèle. Pour paralyser les rébellions, Ehrenrooth organisa des tribunaux militaires spéciaux [3]. Par l'ordonnance du 2/14 juin, un officier russe fut nommé sous-commissaire « pour veiller à la régularité des procédés pendant les élections » [4]. Une autre ordonnance exigeait que chaque électeur remplît son bulletin en présence d'un officier russe!

Mais l'opposition était forte — incidents et arrestations se multipliaient [5]. Fonctionnaires, professeurs, bref toute l'*intelligentsia* était pour la Constitution. Les libéraux essayaient de gagner aussi le peuple en affirmant que le prince agissait contre la volonté de la Russie [6], et que Hitrovo et Ehrenrooth étaient payés par les Allemands. Le résultat fut une dépêche officielle du gouvernement russe, à laquelle on donna une grande publicité. Saint-Pétersbourg affirmait sa solidarité avec le coup d'Etat: « Le cabinet impérial désire que le peuple bulgare maintienne son union indissoluble avec le prince et rejette les entraînements d'agitateurs ambitieux qui cherchent à troubler cet accord. » [7]

---

[1] Aksakov, p. 329.

[2] Ibid., p. 331. Battenberg le remercia par lettre de son activité « pour le bien de la Bulgarie ». Ibid., p. 401.

[3] Décret du 24 mai/5 juin 1881.

[4] Radev, I, p. 285.

[5] La nouvelle police d'Ehrenrooth intervenait le fouet à la main, à l'instar de la police russe; cf. Stanev, p. 31.

[6] Les agitateurs évoquaient habilement la mémoire du Tsar-Libérateur qui s'était toujours opposé à la suspension de la Constitution.

[7] Drandar, p. 90.

L'agent Hitrovo, qui entreprit avec Battenberg des tournées en province pour annuler l'effet de l'agitation libérale, affirmait aux foules que la Russie approuvait ce qui se passait. La masse s'indignait contre l'*intelligentsia* qui avait voulu lui faire croire le contraire. Pendant cette campagne électorale on vit disparaître la solidarité entre le peuple et l'élite intellectuelle, caractéristique de la Renaissance bulgare [1].

Battenberg fut accueilli presque partout avec enthousiasme. Hitrovo y avait pourvu en donnant des instructions chiffrées aux consuls russes qui devaient préparer des réceptions triomphales en usant des fonds secrets de l'agence diplomatique. [2] Au début, les libéraux n'avaient pas osé attaquer dans leurs journaux les représentants russes. Exaspérés par la lutte électorale, ils s'y décidèrent : Tsankov adressa une lettre ouverte à Hitrovo, dans laquelle il critiquait violemment les menées des officiers russes et de l'agent lui-même. Cette lettre se terminait par ces mots, devenus célèbres en Bulgarie : « De tels Russes forcent les Bulgares à se rappeler les paroles adressées par un sage de l'antiquité à l'abeille : Je ne veux ni ton miel, ni ton aiguillon... ». Il va sans dire que l'abeille en cette occurrence était la Russie !

Lorsque, ensuite de la proclamation par laquelle les libéraux ouvrirent la bataille électorale, les quatre chefs du parti, Karavelov, Slaveïkov, Tsankov et Souknarov, furent arrêtés, les artisans de Sofia voulurent envoyer au Tsar un télégramme de protestation : ils imploraient sa protection contre la terreur, le priaient de libérer les quatre prisonniers, de rétablir la Constitution, et demandaient qu'on défendît aux sujets russes de prêter leur concours au prince. La légation russe refusa de transmettre la dépêche qu'on se vit obligé d'envoyer directement à Alexandre III. Il n'y eut aucune réponse : le Tsar était ouvertement pour le coup d'Etat. Les élections du 14/26 juin consacrèrent la défaite

---

[1] Sauf à Tirnovo, dont le jeune Stambolov avait fait une forteresse inexpugnable du libéralisme.

[2] Documents secrets, p. 1, N° 1 ; cité par Hajek, p. 184.

totale des libéraux [1]. Ce résultat était dû en partie à la terreur sous laquelle s'étaient produites les votations, mais surtout à la protection russe : bien que le parti libéral fût beaucoup plus populaire que le parti conservateur, il perdit tous les suffrages de la masse paysanne, aussitôt que le Tsar eut fait connaître sa volonté.

Le 1er/13 juillet 1881, la grande Assemblée nationale à Svichtov accorda à l'unanimité — les députés libéraux n'y avaient pas été admis — au prince Battenberg des pleins pouvoirs extraordinaires pour une période de 7 ans [2]. Ehrenrooth démissionna le jour même ; tous les efforts du prince pour le retenir furent vains — le général considérait sa tâche accomplie. Il aurait dit à Hitrovo : « Je vous laisse une Bulgarie calmée et obéissante ; c'est à vous maintenant de la rendre heureuse. » [3] Sa franchise et son honnêteté lui valurent le respect général malgré les duretés de son régime [4]. Cinq ans plus tard, il publia dans un périodique russe [5] sa version des événements du printemps 1881. Il affirme qu'à Saint-Pétersbourg on approuvait complètement le coup d'Etat, exception faite de quelques journaux libéraux qui avaient protesté. Et pourtant, comme il n'avait pas été en communication directe avec le gouvernement de Saint-Pétersbourg, il n'avait point reçu d'instructions. N'étant pas en possession d'un chiffre, il avait évité d'envoyer des rapports par l'intermédiaire de l'agence russe pour garder le secret qu'il jugeait nécessaire au succès de l'entreprise. Il assure qu'il est absurde de vouloir reconnaître dans le coup d'Etat la main de l'Allemagne et de l'Autriche : l'agent autrichien, le comte

---

[1] Face à trois cents députés conservateurs au moins, il y eut à peine vingt-cinq libéraux, dont cinq radicaux et vingt douteux. Cf. Drandar, p. 94 et Queillé, p. 85.

[2] Pendant la séance, Battenberg attendait sur le pont de son yacht, prêt à quitter immédiatement la Bulgarie en cas de vote contraire.

[3] Cf. Radev, I, p. 308.

[4] A peine rentré à Saint-Pétersbourg, Ehrenrooth fut nommé ministre pour les affaires finlandaises.

[5] Cf. Ehrenrooth.

Khevenhuller aurait même brillé par son absence en mai 1881 [1]. Une tout autre appréciation des faits a été donnée par le général Sobolev [2], d'après qui Battenberg aurait agi à sa tête, sans tenir compte des objections du gouvernement russe. Ce n'est pas du tout probable. A cette époque le prince n'aurait pas osé agir sans la Russie ; d'ailleurs, la participation ouverte des officiers et diplomates russes au coup d'Etat n'eût été possible qu'avec l'approbation — au moins tacite — de Saint-Pétersbourg ; sous le régime bureaucratique de la Russie absolutiste une collaboration active sans autorisation officielle était impossible [3]. Les instructions secrètes de Giers à l'agent de Sofia [4] sont un indice de plus pour la complicité de la Russie. Si au moment des événements la diplomatie russe resta sur la réserve, c'est qu'elle se demandait ce que serait la réaction européenne. Après que celle-ci se fut révélée beaucoup plus favorable qu'on ne l'avait craint, la Russie donna ouvertement son appui au prince et aux conservateurs. [5]

A la veille du coup d'Etat le prestige russe avait commencé à baisser en Bulgarie. Le 27 avril / 9 mai valut à la Russie un regain de popularité, exception faite des cercles libéraux qui devinrent russophobes. L'opinion fut frappée par la concordance des volontés russes avec la volonté princière. Mais la Russie s'était trompée dans ses calculs. Elle avait pensé qu'en donnant son appui à Battenberg, elle en ferait une sorte de gouverneur général pour les « terres d'outre Danube ». On lui avait même assigné une pension annuelle de 100.000 roubles [6]. Hitrovo

---

[1] Cet argument n'est pas suffisant. Radev, p. 260, affirme que l'Autriche avait rappelé Khevenhuller justement pour ne pas susciter des soupçons. On le remplaça par Bourian.

[2] Cf. ci-dessous, chap. IV.

[3] Cf. Pokrovsky, p. 346.

[4] Cf. ci-dessus, p. 150.

[5] Cf. Pokrovsky, p. 347.

[6] Cf. Pokrovsky, p. 348. Battenberg déclara plus tard qu'il n'avait pas touché un centime de cette somme, ce qui n'ôte rien à la valeur démonstrative du fait lui-même.

avait déclaré à Ehrenrooth qu'on attendait du prince qu'il remplît son « devoir » envers la Russie ; dans le cas contraire, on se verrait obligé d'arracher « jusqu'aux fondements tout ce qu'il avait érigé et de recourir à des mesures diamétralement opposées » [1]. En vrai panslaviste, l'agent russe, un disciple d'Ignatiev, se méfiait du prince allemand. Il était inquiété par les relations excellentes de Battenberg avec les autres agents diplomatiques, en particulier avec le représentant de l'Autriche. Déjà lors de sa tournée avec Alexandre à l'occasion des élections, Hitrovo avait écrit à un de ses subordonnés « qu'il croyait le prince capable de causer toutes sortes de désagréments » [2].

En attendant, Battenberg profitait de ses pleins pouvoirs pour former le nouveau cabinet sous sa présidence. Le colonel Roemlingen, l'un des cinq commissaires russes institués sous le régime d'Ehrenrooth, reçut provisoirement le ministère de l'intérieur, le vieux général russe Krilov celui de la guerre. Sur la recommandation de Hitrovo on confia les affaires étrangères à l'ex-directeur des travaux publics en Roumélie, Valkovitch, un homme du monde qui avait gagné la faveur d'Ignatiev aux bals de l'ambassade russe à Constantinople [3], et qui, d'autre part, était lié avec les conservateurs [4].

Le nouveau régime débutait sous des auspices favorables. Mais bientôt la question fatale des chemins de fer vint troubler l'accord apparent entre Russes et Bulgares. Ginzbourg estima le moment propice à ses affaires et envoya son agent Struve, général et ingénieur, en Bulgarie. Struve prit aussitôt contact avec ses compatriotes Roemlingen et Hitrovo, espérant mieux réussir avec leur appui. Hitrovo, éternellement endetté [5], vit

---

[1] Documents secrets ; cité par Hajek, p. 191.

[2] Documents secrets ; cité par Pokrovsky, p. 368.

[3] Après avoir fait ses études à Paris, Valkovitch fut médecin militaire à Constantinople.

[4] Le « triumvirat », cf. ci-dessus, p. 135, continuait à exercer une grande influence sur le prince.

[5] D'après Kartsov, ami de Hitrovo. Cf. Radev, I, p. 311.

dans le projet ferroviaire de Ginzbourg un moyen d'échapper à ses créanciers, et employa toutes ses forces pour le faire accepter. La voie ferrée en question devait relier Sofia à Roussé (sur le Danube), d'où son importance stratégique pour la Russie. Du point de vue bulgare elle était certainement discutable — plusieurs estimaient qu'elle ferait de la Bulgarie un champ de bataille au cas d'un nouveau différend russo-turque. En outre, à supposer que la construction de la ligne eût lieu, les Bulgares prétendaient l'exécuter par leurs propres moyens et en confier le tracé à des hommes de leur choix. Non seulement les conservateurs ne voulurent pas donner la concession à Ginzbourg & Cie, mais ils lui opposèrent dès le lendemain un autre candidat : Hagiénov [1]. Entre les appétits des deux groupes (celui de Struve, Hitrovo et Roemlingen et celui de Hagiénov et des conservateurs) Battenberg hésitait. A Hitrovo il disait que son plus grand désir était de contenter les intérêts russes. A Hagiénov, qui protestait contre le monopole des études dont Struve voulait s'emparer, il répondait que chacun était libre d'étudier la ligne. Cette neutralité n'était pas pour plaire aux Russes, qui espéraient qu'après le coup d'Etat Battenberg ferait leur jeu [2]. La question se compliqua encore par l'intervention de l'Autriche qui insistait pour qu'on construisît d'abord la ligne internationale [3]. Le moment lui semblait propice, vu que les libéraux — jadis opposés aux exigences de Khevenhuller — avaient perdu le pouvoir. L'agent Bourian rappela au prince l'appui moral que l'Autriche lui avait prêté lors du coup d'Etat. Alexandre était indécis. Que faire ? La Bulgarie n'avait pas les moyens

---

[1] Maire de Sofia, financier du parti conservateur ; il avait dépensé plusieurs milliers de francs pour la campagne électorale de l'été 1881. Cf. Pokrovsky, p. 348.

[2] Cf. Hajek, p. 192.

[3] En décembre, elle annonça au prince que la conférence « à quatre » allait de nouveau se réunir à Vienne pour régler la question des chemins de fer ; la Bulgarie était invitée à envoyer ses délégués : on espérait arriver à un accord de tous les intéressés, à savoir l'Autriche-Hongrie, la Serbie, la Bulgarie et la Turquie.

de construire deux lignes. Battenberg penchait vers l'Autriche, mais il craignait la Russie en suite des menaces de Hitrovo ; il ne voulait pas non plus perdre l'amitié des conservateurs. Il chercha à savoir si Alexandre III tenait vraiment à la construction de la ligne Sofia-Danube [1]. Hitrovo l'affirma, Battenberg demanda des preuves et l'agent partit pour la Russie dans l'intention de les lui fournir. Ce voyage fut un échec : Giers, tout comme feu Alexandre II, estimait que la Bulgarie devait remplir d'abord ses obligations internationales [2] ; le ministre des finances refusa d'avancer la somme promise par Hitrovo à la Bulgarie au cas où Ginzbourg obtiendrait la concession. Cependant, les Russes étaient divisés comme toujours : le ministère de la guerre, Obroutchev surtout, avait insisté sur l'importance stratégique de la ligne. Plusieurs hauts personnages, intéressés aux spéculations Ginzbourg & Cie, étaient furieux contre Battenberg qui contrecarrait leurs projets en se décidant pour la ligne internationale. Par ses intrigues Hitrovo avait réussi à détourner du prince les sympathies des cercles slavophiles ; dès lors on vit en celui-ci l'« Allemand » qui avait « trahi les intérêts slaves ». [3]

L'insuccès de Hitrovo avait compromis sa position à Sofia. Il n'osa plus soulever la question de la concession. Par contre sa haine contre le prince et ses conseillers s'intensifia. Pour que le renversement fût complet, l'agent qui avait participé à la bataille électorale aux côtés de Battenberg, se rapprocha maintenant des libéraux, leur faisant croire que la Russie regrettait son attitude lors du coup d'Etat [4]. L'opposition libérale,

---

[1] Lors du conflit Koumany-Khevenhuller il s'était également adressé dans son embarras à Alexandre II. Cf. ci-dessus, p. 147.

[2] Cf. article X du traité de Berlin.

[3] D'ailleurs, en donnant satisfaction à l'Autriche, Battenberg agissait en même temps dans l'intérêt de la Bulgarie : d'après le témoignage du général Sobolev, la ligne « russe » devait revenir à 42 millions, la ligne « internationale » seulement à 18 millions. Cf. *Russkaya Starina* de septembre 1886, p. 726 ; cité par Pokrovsky, p. 350.

[4] Cf. Radev, I, p. 338.

profitant de la désunion au sein du gouvernement, grandissait [1]. Le Russe Roemlingen détestait les conservateurs qu'il appelait des « Autrichiens ». Ils se défendirent dans une lettre publique très provocante. La terreur qui jusque là n'avait sévi que contre les libéraux s'abattit aussi sur eux. L'ordonnance du 21 octobre / 3 novembre 1881 interdit aux fonctionnaires de prendre la moindre part aux affaires politiques. Déjà la Bulgarie ressemblait à une province russe. La tentative de Battenberg avait échoué : les « pleins pouvoirs » avaient abouti à l'instauration d'un régime policier ; la personnalité du prince disparaissait derrière l'uniforme de Roemlingen [2]. Enfin Battenberg se décida à remanier son cabinet pour ne pas perdre définitivement l'appui du parti conservateur. Roemlingen dut abandonner son portefeuille à Natchovitch, le 31 décembre / 12 janvier [3]. Le nouveau gouvernement ne réussit cependant pas à mâter l'opposition libérale, car son prestige était miné par le conflit avec les Russes.

La tension entre Battenberg et Hitrovo augmentait toujours. L'insurrection de Herzégovine, qui avait causé une grande agitation anti-allemande dans toute la Russie, fut l'huile versée sur le feu de leurs relations. Alexandre III, germanophobe convaincu, rêvait d'une victoire slave sur le monde germanique. En vain Giers, connaissant l'incapacité de la Russie à mener une guerre, essayait de refréner les passions. Il dut faire des concessions aux panslavistes en consentant qu'on aidât clandestinement les rebelles. Hitrovo, qui était en rapport avec les cercles slavophiles — il correspondait avec Katkov — organisa des envois de volontaires qui partaient de la Bulgarie [4].

---

[1] Elle était soutenue par l'opinion rouméliote. Le gouvernement de Roumélie avait été hostile au coup d'Etat, car le gouverneur Vogoridès se trouvait alors en conflit avec le consul russe ; il favorisait ouvertement les chefs libéraux exilés à Plovdiv.

[2] Cf. Radev, I, p. 331.

[3] En même temps, Grekov, un autre membre du « triumvirat » conservateur, devenait ministre de la justice.

[4] Il y équipa des volontaires monténégrins et russes. Tous, ainsi que les volontaires arrivant d'Odessa, partaient avec des passeports bulgares.

La situation était très délicate pour Battenberg; il ne voulait pas entraver un mouvement patronné par ses amis Skobelev et Aksakov, mais il ne pouvait admettre des agissements nettement hostiles à l'Autriche avec laquelle il était en bonnes relations. Hitrovo ne se gêna pas pour ouvrir au club des officiers une souscription en faveur des rebelles et pour inviter le prince à y contribuer! Naturellement Battenberg refusa, interdisant aussi à ses adjudants d'y participer. L'agent russe ne manqua pas l'occasion de présenter ce refus devant les cercles slavophiles comme un acte d'hostilité dirigé contre le monde slave; c'était une preuve que Battenberg était l'instrument de l'Autriche.

Lorsque, à l'instigation de Hitrovo, le ministre de la guerre, Krilov, refusa d'exécuter un ordre d'Alexandre, et par conséquent dut démissionner, [1] la rupture entre prince et agent fut consommée. Hitrovo insultait le souverain publiquement. Les libéraux, ainsi encouragés, devenaient toujours plus forts; les conservateurs étaient impuissants à remédier au mal [2]. Alors, se souvenant d'Ehrenrooth qui avait fidèlement exécuté sa volonté, Battenberg pensa à nommer au ministère de l'intérieur un général russe, capable à la fois de combattre l'opposition libérale et les intrigues de l'agence russe. Il avait à ce sujet sondé le Tsar par lettre [3] en février. La réponse fut encourageante. Alexandre III ne demandait pas mieux! En automne déjà, Giers l'avait entretenu de la crise bulgare et le Tsar avait

---

[1] Voici de quoi il s'agissait : les officiers russes offrirent un banquet au colonel Popov, à titre de protestation contre son renvoi. Hitrovo et Krilov s'associèrent à cette manifestation nettement hostile au palais. Battenberg fit interdire toute réunion d'officiers ayant pour but de congratuler publiquement ceux qui étaient éloignés du service du prince. Après que Krilov eut refusé de contresigner cet ordre, le général russe Liessovoï, commandant de Roussé, hérita du ministère par intérim. Cf. Queillé, p. 110.

[2] Un dernier essai de conciliation avec les libéraux avait échoué. Cf. Radev, I, p. 343.

[3] Celle-ci fut envoyée par l'aide de camp Polsikov, qui rapporta également a réponse. Cf. Drandar, p. 126 et Queillé, pp. 103, 107; Radev n'en parle pas.

recommandé la nomination de ministres russes en Bulgarie [1]. Lorsque Battenberg lui avait demandé son autorisation pour le changement ministériel du 31 décembre / 12 janvier, il avait répondu : « Je vous permets de faire un dernier essai avec un ministre bulgare. » [2]

En mai Battenberg alla en Russie. Il fut très bien reçu par le Tsar qui l'invita à passer quelque temps dans sa résidence d'été, à Gatchino. Il réussit à déjouer les intrigues de Hitrovo [3] et obtint le rappel de l'agent [4]. Comme le Tsar ne voulait pas se prononcer sur le choix des ministres, le prince se rendit à Moscou pour demander le conseil des slavophiles. Ils lui préparèrent un accueil triomphal. Aksakov l'acclamait dans des articles enthousiastes ; il invitait les Bulgares à se détourner des « cliques des conservateurs et des libéraux » et à s'unir autour du prince que le Libérateur leur avait donné [5]. On recommanda à Battenberg les généraux Kaulbars et Sobolev, l'un pour la Guerre, l'autre pour l'Intérieur. Alexandre III approuva le choix. A ce moment il encourageait pleinement la politique de Battenberg. Comme le prince s'était plaint des menées de certains officiers russes, le Tsar donna son assentiment à une déclaration de Battenberg à l'armée bulgare, disant qu'Alexandre III estimerait tout acte des officiers russes en Bulgarie dirigé contre le prince comme un acte dirigé personnellement contre lui [6].

Le 8/20 juin, Battenberg était de retour. L'accord avec la Russie semblait parfaitement rétabli. Allait-il durer ?

(A suivre.) Liliana DANEVA.

---

[1] Cf. Radev, I, p. 345, note.

[2] Ibid.

[3] Les rapports calomnieux de Krilov, envoyés en Russie par Hitrovo, avaient été démentis par ceux de Liessovoï. Cf. Queillé, p. 110 et suiv.

[4] Hitrovo quitta Sofia le 7-19 mai. L'agence fut dirigée par le chargé d'affaires Arseniev.

[5] Aksakov, pp. 457-459.

[6] Golovine, p. 222 ; cité par Radev, I, p. 349.